

Bulletin n°2
mars 2002

Observatoire *du monde juif*

Quatre fois l'an
5 €

Les agences de presse et la couverture de la deuxième intifada :

Déontologie journalistique et choix idéologiques face à Israël

SHMUEL TRIGANO, PRÉSIDENT DE L'OBSERVATOIRE DU MONDE JUIF

À en juger par l'intense controverse qui a occupé le débat public à la suite de la publication de notre premier *Bulletin*, le succès de notre entreprise est considérable. Mettant fin à un *black out* général, la révélation de l'insécurité spécifique vécue par les communautés juives et l'analyse de sa signification ont fait l'effet d'un scandale.

Si les résultats de nos analyses ont été bien accueillis par d'importants secteurs de l'opinion publique nationale, ils se sont aussi vus récusés par quelques publicistes en mal de procès d'intention, voire par le ministère de l'intérieur. On comprend le souci de ce dernier de défendre en période électorale un bilan peu convaincant mais la large contestation journalistique et politique des chiffres de l'insécurité publique, qu'il a fournis par la suite, nous rassure.

La discussion que la parution du *Bulletin* a provoquée s'est engagée sur une méprise savamment entretenue. La question posée ne consistait pas à savoir si la France était antisémite. Le véritable enjeu des événements sur lesquels nous attirions l'attention porte, en effet, moins sur les faits, même s'ils sont inquiétants, que sur la signification politique du silence qui les a recouverts. À ce silence s'ajoute désormais la réception négative de ces révélations par certains courants d'opinion, voire la stigmatisation de la communauté juive qui l'a parfois accompagnée.

Une censure idéologique est-elle à l'œuvre ? Le reproche de « repli communautaire » ou d'« ethnisation » couramment fait aux Juifs montre la force du « politiquement correct » dans la culture politique contemporaine mais nous a aussi donné à voir que la « discrimination positive », qu'elle promeut en faveur des uns, peut recéler une autre « discrimination », très négative, celle là, aux dépens des autres. Le véritable débat reste encore à venir. D'une certaine façon, le thème de ce deuxième *Bulletin* s'inscrit dans la lignée

du premier. Les études que nous y proposons visent à sonder les sources de l'information consacrée à Israël et ses répercussions sur l'opinion. L'intense et poignant sentiment qui a saisi de nombreux milieux de l'opinion publique juive de ce pays, au constat de l'iniquité de cette information, trouve ici un début de vérification.

On remarquera que nous n'invoquons pas le concept de « désinformation » pour caractériser notre examen des textes que les agences de presse produisent. Nous les abordons dans l'optique de la déontologie professionnelle du journaliste et de sa responsabilité civique quant aux conséquences « collatérales » des choix idéologiques qui interfèrent dans son travail informatif. La chose est évidente dans le traitement de l'information sur Israël. Le constat d'un préjugé en sa défaveur met en question la fiabilité de toute la haïne informative car presse et médias tirent leur substance des dépêches d'agence et forment à leur tour l'opinion publique. Une condition fondamentale de l'exercice de la démocratie est ici remise en cause.■

L'Observatoire du monde juif, organisme indépendant et autonome, a pour vocation d'étudier et d'analyser la condition des communautés juives et les problèmes auxquels elles sont confrontées en France et dans le monde, tant sur le plan de leur existence spécifique que sur celui de leur environnement politique, social et culturel. Il se donne pour objectif de clarifier les enjeux des questions juives, d'en informer les responsables politiques et les professionnels de l'information, de communiquer les résultats de ces investigations aux milieux de la recherche, d'aider les communautés juives à se repérer dans l'évolution des choses.

Pour trancher sur les stéréotypes et les déformations qui accablent le plus souvent ces sujets, l'Observatoire se recommande des méthodes universitaires de la recherche sociologique et politologique.

L'Agence France Presse : le récit contre les faits

CLÉMENT WEILL RAYNAL, JOURNALISTE

L'Agence France Presse, troisième agence de presse mondiale, respecte-t-elle ses obligations « d'exactitude, d'équilibre et d'objectivité » que la loi lui impose, ou au contraire viole-t-elle ce principe en fournissant à ses abonnés une information partisane ? C'est la question à laquelle nous nous sommes efforcés d'apporter des éléments de réponse concrets en examinant la couverture par l'AFP du conflit israélo-palestinien notamment depuis le début, le 28 novembre 2000, de ce qu'il est convenu d'appeler « la seconde intifada ».

Dans l'impossibilité d'examiner de manière exhaustive la totalité des dépêches consacrées, depuis maintenant plus d'un an, à ces événements, nous nous en sommes tenu à une lecture attentive des dépêches diffusées sur le fil de l'AFP lors des épisodes essentiels de l'intifada. Nous nous sommes attachés à relever un certain nombre d'approximations, d'omissions qui – à notre sens – témoignent de la volonté de favoriser le plus souvent le camp palestinien en faisant retomber sur le seul camp israélien la responsabilité de la vague de violence.

La première semaine – le déclenchement des violences

Bien que l'intifada n'a réellement éclaté que le vendredi 29 septembre, l'Histoire a d'ores et déjà retenu une autre date : celle du jeudi 28 septembre, c'est-à-dire le jour de la venue d'Ariel Sharon, alors leader de l'opposition, sur ce qu'il est convenu d'appeler l'esplanade des mosquées et que la presse israélienne (toutes tendances confondues) désigne sous le nom classique de « mont du Temple » que lui a donné la tradition juive. Progressivement, une thèse a été mise en avant, puis érigée au rang de vérité officielle et indiscutable : la cause de l'intifada serait la venue d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées, présentée comme une « provocation » délibérée. Les Israéliens seraient ainsi responsables du déclenchement des violences.

En France, c'est cette version des faits qui a été présentée par l'Agence France Presse auprès de ses abonnés. Une lecture attentive des dépêches diffusées laisse apparaître que, dès les tous premiers jours des violences, les informations données par l'AFP ont semblé vouloir occulter les responsabilités palestiniennes et aggraver celles du camp israélien, mettre en avant les déclarations et les arguments de la partie palestinienne, estomper, voire oublier, ceux du gouvernement israélien.

Mais tout d'abord les faits. Tout commence le jeudi 28 septembre 2000, au petit matin. Ariel Sharon, alors leader de l'opposition, se rend à pied sur l'esplanade des mosquées-mont du Temple. Cette démarche symbolique vise à affirmer la souveraineté israélienne sur les lieux saints et à protester contre la proposition faite par le Premier ministre Ehud Barak aux Palestiniens de conclure un accord de partage de Jérusalem pour en faire deux capitales. Le choix du lieu n'est pas dû au hasard. L'esplanade abrite en effet à la fois le premier lieu saint du judaïsme et le troisième lieu

saint de l'islam. C'est à cet endroit que se focalisent les tensions religieuses. La question de savoir qui doit exercer la souveraineté politique sur l'esplanade est l'une des plus épineuses des négociations.

La visite d'Ariel Sharon, annoncée depuis plusieurs jours et faite avec l'assentiment des autorités musulmanes qui gèrent le lieu suscite une manifestation de protestation de plusieurs dizaines de jeunes palestiniens. Des échauffourées, puis des heurts se produisent. Les manifestants jettent des pierres, des chaises et des objets métalliques sur la petite délégation qui accompagne Ariel Sharon et les policiers qui les encadrent. La police riposte en tirant des balles caoutchoutées. Six Palestiniens et vingt-cinq policiers sont légèrement blessés. Les incidents n'auront duré que quelques minutes. Le calme revient rapidement.

Ce n'est que le lendemain, vendredi 29 septembre, soit vingt-quatre heures après, que les incidents graves surviennent. Depuis l'esplanade, des Palestiniens jettent des pierres contre les soldats qui gardent les portes d'accès de l'esplanade et les fidèles juifs en train de prier au « mur des lamentations », en contrebas. L'armée riposte. A la fin de la journée, le bilan des affrontements sur l'esplanade se solde par la mort de sept palestiniens et de deux cent vingt blessés. Pour les médias et le grand public, la « seconde intifada » vient de commencer.

A quelle date précise a débuté cette nouvelle intifada ? 28 septembre, date de la venue de Sharon sur l'esplanade ? 29, date des premiers affrontements sérieux ? En fait, les prémisses d'une déflagration sont déjà perceptibles quelques jours auparavant. Depuis l'échec du sommet de Camp David, au mois de juillet, la presse israélienne fait état de rapports alarmistes des services de renseignements. Selon ces informations qui font la une du *Jerusalem Post* à la mi-septem-

L'AFP, agence indépendante ou gouvernementale ?

Pourquoi cette étude consacrée à l'Agence France Presse ? Parce que, et ce n'est pas lui faire injure de l'affirmer, C'est l'AFP qui, dans une très large mesure, alimente, informe, oriente et pour tout dire influence la presse française, qu'elle soit écrite ou audiovisuelle. Ignorée du grand public, elle est l'un des principaux vecteurs de l'opinion en France et dans une partie du monde, notamment le bassin méditerranéen.

L'AFP elle-même se félicite de ce pouvoir considérable. Avec 165 bureaux à travers le monde et plus de 2000 journalistes, elle revendique le titre de troisième agence mondiale derrière les deux concurrentes américaine (Associated Press) et anglaise (Reuters).

Elle se flatte également d'être la première agence arabophone du monde.

Chaque jour, elle informe 10.000 clients à travers le monde. Elle transmet quotidiennement 2 millions de mots en six langues. Elle affirme toucher 3 milliards de personnes.

L'AFP n'est pas une entreprise comme une autre. Ce n'est ni une entreprise publique, ni une société commerciale. C'est un organisme autonome doté de la personnalité civile et dont le fonctionnement est assuré selon des règles commerciales. Son statut, unique en son genre, a été fixé par la loi du 10 janvier 1957.

Cette loi fait de l'Agence France Presse un organisme indépendant dont la mission est de rechercher et de diffuser une information « complète, rigoureuse et objective ».

Selon cette loi, l'AFP « ne peut en aucune circonstance tenir compte d'influences ou de considérations de nature à compromettre l'exactitude ou l'objectivité de l'information ; elle ne doit, en aucune circonstance, passer sous le contrôle de droit ou de fait, d'un groupement idéologique, politique ou économique ».

Cette même loi lui garantit théoriquement une totale indépendance financière et politique.

Pourtant l'Etat est bien présent au sein de l'AFP. Tout

d'abord dans les structures de l'agence. Siègent au Conseil d'administration trois représentants des services publics usagers de l'AFP. Ces représentants sont nommés respectivement par le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de l'Economie et des finances. Sur les 8 membres du Conseil supérieur, on compte un membre du Conseil d'Etat, un magistrat de la Cour de Cassation et deux personnalités « ayant représenté la France à l'étranger ». Enfin il est de notoriété publique que la nomination du PDG de l'AFP ne peut se faire sans l'assentiment des plus hautes autorités de l'Etat. Cette nomination fait l'objet de longues négociations.

L'Etat est également présent grâce aux très nombreux abonnements souscrits pour le compte des administrations (ministères, ambassades, préfectures, grandes entreprises publiques...). Dans les années 80, les abonnements représentaient 60% du chiffre d'affaires de l'Agence. En 2000, cette proportion a été ramenée à 40%. Le premier client de l'AFP demeure le ministère français des affaires étrangères.

Est-ce pour cette raison que la ligne politique du Quai d'Orsay fait parfois – souvent – office de ligne éditoriale de l'AFP ? Il est à noter que l'affirmation par l'AFP du caractère « déclencheur » de la venue d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées dans la survenance de l'intifada a coïncidé, le samedi 30 septembre, avec la publication de communiqués officiels du Quai d'Orsay et de l'Elysée « condamnant » la visite de celui qui était à l'époque le chef du Likoud.

Est-ce en raison du très grand nombre de clients arabes de « la première agence arabophone du monde » que l'AFP a décidé de faire preuve d'une certaine bienveillance à l'égard des thèmes favorisés diffusés par la propagande des dictatures arabes ?

Sans chercher à formuler des réponses définitives, l'objet de cette étude est d'apporter un certain nombre d'éléments de réflexion et d'explication.

bre, l'autorité palestinienne s'apprête à déclencher une confrontation armée. La veille de la venue d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées, deux attentats à la bombe ont été perpétrés, dont un a provoqué la mort d'un soldat israélien qui escortait un bus de civils dans la bande de Gaza. Le 29 septembre au petit matin, soit quelques heures avant les premiers morts sur l'esplanade des mosquées, un policier palestinien abat froidement un garde-frontière israélien en compagnie duquel il participait à une patrouille mixte. Ces attentats sont les plus graves depuis l'arrivée d'Ehud Barak au pouvoir. Ils ne doivent rien au hasard. Ils marquent le véritable début de l'intifada.

La lecture des dépêches de l'AFP diffusées le vendredi 29 septembre est intéressante à plus d'un titre. Elle constitue en quelle que sorte une « photographie » de départ, au premier jours des affrontements

violents sur l'esplanade des mosquées qui marqueront véritablement le début de l'intifada. Cette photographie permettra par la suite de mieux comprendre à quelles acrobaties (omissions, oublis, distorsions sémantiques, déséquilibres dans le traitement des sources...) va se livrer ultérieurement l'Agence France Presse pour accréditer les thèses palestiniennes.

Le 29 septembre, l'AFP donne en effet une lecture relativement équilibrée de la situation. Dans une longue dépêche diffusée à la mi-journée (13h 26), alors que le bilan des émeutes sur l'esplanade n'est encore que de deux morts, le journaliste Marius Schattner écrit : « *Ehud Barak fait face à des violences d'une gravité sans précédent depuis son entrée en fonction en 1999, marquée par des attentats anti-israéliens ayant fait deux morts et des heurts qui ont fait deux morts dans les rangs palestiniens sur l'esplanade des mosquées à Jérusa-*

lem ». À cet instant, la « fable » d'une intifada déclenchée d'un coup de baguette magique par Ariel Sharon n'a pas encore été forgée. L'AFP resitue les événements du vendredi dans le contexte des jours précédents. Les deux attentats du mercredi et du vendredi sont donc à prendre en considération. Ils autorisent à s'interroger sur le fait de savoir si l'Autorité palestinienne n'a pas d'ores et déjà déclenché les hostilités. Dans sa synthèse de fin de journée (21h 51), l'AFP rappelle qu'« il existe depuis plusieurs mois un risque latent de violence en raison du blocage des négociations, surtout depuis l'échec en juillet du sommet de Camp David » et ajoute, « mais ce risque est soudain devenu beaucoup plus réel vendredi, certains manifestants palestiniens appelant même de leurs vœux une nouvelle intifada ».

Quant aux responsabilités dans le déclenchement des violences, là aussi l'Agence France Presse fait preuve d'un réel équilibre en rapportant les positions des deux parties : « Dans l'affaire de l'esplanade des mosquées (...) Ehud Barak a mis en cause sans ambiguïté les Palestiniens, affirmant qu'ils étaient responsables des violences. Chez les Palestiniens, on explique toutefois ces violences, déclenchées par des jets de pierre contre les Israéliens, par la visite la veille sur l'esplanade du chef de la droite israélienne, Ariel Sharon, qu'ils ont ressentie comme une provocation ».

Deuxième jour du conflit : Samedi 30 septembre

Dès le lendemain, changement de « ligne éditoriale ». Alors que les combats font rage (le bilan de la journée s'élèvera à 16 morts et 500 blessés), L'AFP ne retient plus qu'une seule thèse. Celle, palestinienne, de la « provocation » d'Ariel Sharon. Dans les jours et les semaines qui vont suivre, la venue du chef de l'opposition sur l'esplanade va devenir l'unique cause du conflit. La première dépêche (11h31) orientée en ce sens vient d'ailleurs de Paris. Consacrée à la réaction de la représentante de l'Autorité palestinienne en France, Leïla Shahid, l'AFP indique : « La visite du leader de l'opposition de droite Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem est une « provocation pure et simple », dont les conséquences « montrent combien la situation est inflammable » a déclaré Leïla Shahid ».

Les dépêches envoyées depuis les grandes capitales arabes emboîtent le pas. On peut noter que ces dépêches reprennent souvent le ton et le vocabulaire des communiqués gouvernementaux, de la presse officielle ou des organisations palestiniennes dont elles se font l'écho.

A 11 heures 50, une dépêche de Damas est titrée : « Damas dénonce le « massacre » sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem ». Une heure plus tard, toujours de Damas, le porte-parole du FPLP, estime que « le massacre commis par les forces d'occupation israéliennes sur l'esplanade des mosquées, après la profanation de cette esplanade par le terroriste Ariel Sharon, démontre l'absurdité de la poursuite des négociations de paix ».

Le meilleur reste à venir. Rendant compte d'une

manifestation à Saïda, au Liban, contre les « massacres » à Jérusalem, le journaliste de l'AFP, Jihad Saqlaoui, écrit : « Des jeunes ont brûlé le drapeau israélien et l'effigie du chef de la droite israélienne, Ariel Sharon, dont la visite jeudi sur l'esplanade d'al-Aqsa a provoqué des heurts sanglants au cours desquels sept Palestiniens ont été tués ».

La venue jeudi d'Ariel Sharon et la fusillade sanglante du Vendredi ne constituent désormais plus qu'un seul et même événement. Rien n'indique dans la dépêche que l'émeute sanglante s'est produite près de trente heures après la visite de Sharon et que la fusillade a éclaté après que les jeunes Palestiniens ont attaqué à coup de pierre les fidèles juifs priant en contre bas au mur des lamentations.

Dès le deuxième jour de l'intifada, l'AFP livre à ses abonnés (c'est-à-dire à l'ensemble de la presse française) une explication de la révolte palestinienne : « les violences ont été déclenchées par la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées qui abrite le troisième lieu saint de l'islam ».

Le dimanche 1^{er} octobre, cette affirmation sera répétée à 13 reprises sur le fil de l'agence. Le lundi 2 octobre, la formule est utilisée dans plus de 20 dépêches. Ce sera désormais, selon l'AFP, la cause unique de ce nouvel épisode du conflit israélo-palestinien. Pratiquement chaque jour, à chaque occasion, dans chaque rappel chronologique l'AFP utilisera invariablement cette phrase fétiche : « l'intifada a été déclenchée par la venue d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées, troisième lieu saint de l'islam ». En revanche, dans les semaines et les mois qui suivront, l'Agence France Presse ne jugera pas utile de rappeler le contexte qui était celui de l'échec du sommet de Camp David, les attentats meurtriers qui avaient recommencé bien avant la venue d'Ariel Sharon sur l'esplanade, l'attaque des fidèles juifs en prière au mur des lamentations qui avait provoqué la fusillade sanglante sur l'esplanade. Enfin, il n'est pas inintéressant de noter l'emploi systématique de l'expression « troisième lieu saint de l'islam » pour qualifier l'esplanade des mosquées alors que celle de « premier lieu saint du judaïsme » n'est utilisée qu'à de très rares occasions. S'agit-il d'un oubli, d'une précision jugée sans importance ? Ou l'AFP cherche-t-elle ainsi, à l'instar de la propagande palestinienne, à mieux entériner la délégitimation de toute présence juive sur le mont du Temple ?

Le déséquilibre des sources

À cette présentation tendancieuse des faits, s'ajoute un déséquilibre flagrant dans le traitement des sources. C'est ce que révèle en effet l'examen attentif des dépêches durant la première semaine du conflit. Le samedi 30 septembre, l'AFP consacre 79 dépêches aux affrontements israélo-palestiniens. 6 dépêches, que l'on peut considérer comme équilibrées, reprennent des informations dont les sources sont à la fois palestiniennes et israéliennes. 13 dépêches semblent reposer

sur des sources indépendantes (sources hospitalières, « témoins », journaliste AFP présent sur le terrain...).

Pour le reste : 47 dépêches donnent des informations émanant du seul camp arabo-palestinien (sources hospitalières palestiniennes, ministre palestinien de la santé, forces de sécurité palestiniennes, responsables politiques palestiniens, organisations arabes...) Contre 14 seulement émanant de la partie israélienne (ministres du gouvernement, État-major...).

En outre, il n'est pas inintéressant de remarquer que sur ces 13 dépêches, rédigées souvent de manière lapidaire, 10 ne seront diffusées qu'en fin de journée entre 20 heures et 23 heures, alors que les dépêches venant du camp palestinien tombent sur le fil de l'AFP tout au long de la journée.

On n'insistera jamais assez sur l'importance de ce « timing » dans la diffusion des informations pour essayer de faire comprendre le mécanisme et l'influence des agences de presses sur les salles de rédaction. Il est bon de rappeler une évidence : une entreprise de presse est d'abord une entreprise. L'immense majorité des journalistes travaillent tout bonnement selon les « horaires de bureaux ». Les grands rendez-vous d'informations sont connus. Entre 7h et 9h pour les radios. Entre 19 heures 20 heures 30 pour les grands journaux TV. La presse écrite quotidienne elle-même se fabrique pour l'essentiel le matin, l'après midi et en tout début de soirée. Il est évident que des informations diffusées dans la matinée et l'après midi auront un impact sur les journalistes, et donc sur un public bien plus considérable qu'une dépêche envoyée après la grand'messe du 20 heures, alors que les grands rendez-vous d'information sont terminés, que la majorité des journalistes a regagné ses foyers après une journée de labeur et que les salles de rédaction sont tout simplement désertes.

S'agit-il d'un hasard ? D'un mauvais procès ? Il ne faut pas craindre de se livrer à un décompte fastidieux pour constater que les mêmes déséquilibres dans le traitement des sources et dans les horaires de diffusion vont se répéter les jours suivants.

Le dimanche 1^{er} octobre, l'AFP diffuse 45 dépêches (flash, bulletins, lead, synthèses...) dont les informations ont pour source unique le camp arabo-palestinien. Sur ces 45 dépêches, 3 sont envoyées entre 0h et 8h du matin, 3 dans la matinée, 30 entre midi et 20h, 10 entre 20h et minuit. Dans le même laps de temps, l'AFP ne diffuse que 17 dépêches dont les informations émanent de sources israéliennes. 6 entre 0h et 7h du matin. 4 dans la matinée, 2 à 18 h, 6 entre 20 h et minuit.

Le lundi 2 octobre, la même arithmétique se répète. 25 dépêches basées sur les seules informations de la partie palestinienne. 12 autres consacrées aux prises de position de la France et de l'Union Européenne « condamnant la provocation d'Ariel Sharon ». 13 reposent

sur des sources israéliennes qui rejettent la responsabilité des violences sur les Palestiniens.

La mort de Mohamed al Dura

Ce lundi 2 octobre, l'AFP consacre également une dizaine de dépêches à la mort, la veille, de Mohamed Al Dura, cet enfant palestinien dont les images de l'agonie, filmée par une caméra de France2 ont fait le tour du monde. Tout le monde a encore en mémoire cette scène de l'enfant pleurant dans les bras de son père, tous les deux tentant vainement de se protéger derrière un abri de fortune en béton. Celle de deux civils pris – semble-t-il fortuitement – dans un échange de feux nourris provenant de deux positions adverses, en l'occurrence palestinienne et israélienne. De quelle « nationalité » étaient les balles qui ont tué le petit Mohamed ? Israélienne ? Palestinienne ? Impossible de le savoir. Aucun rapport d'autopsie n'étant parvenu à le déterminer.

Pourtant, l'AFP croit pouvoir, dès les premières heures du drame et encore aujourd'hui, affirmer que l'enfant est mort sous les balles israéliennes. Tout au long de la journée les dépêches de l'Agence indiquent que l'enfant est mort « apparemment » sous des balles israéliennes. « *Le film (de France 2) ne montre pas qui a tiré* » précise tout de même avec honnêteté le journaliste de l'agence, « *mais les tirs semblent provenir de la position israélienne* » (AFP 13h19). Sur quels éléments matériels l'AFP fonde-t-elle son sentiment ? Les dépêches ne le précisent pas. En fin de journée une nouvelle dépêche semble apporter quelques précisions et éclaircissements. Le titre en est le suivant : « *L'armée israélienne admet implicitement qu'elle a pu tuer le jeune Mohammed* » (AFP 20h59). On notera le luxe de précautions avec lequel ce titre est formulé. Le premier paragraphe apporte les indications suivantes : « *Le chef d'état-major adjoint de l'armée israélienne, le général Moshé Ayalon, a admis implicitement que Mohamed al Dura ait pu être tué par erreur par des militaires israéliens* ».

Il faut poursuivre la lecture du texte jusqu'au quatrième paragraphe pour réaliser que les propos du général sont à la fois plus précis et plus incertains : le général « *a admis la possibilité qu'un militaire israélien ait pris le père de l'enfant pour cible, croyant qu'il faisait partie des assaillants, mais n'a pas complètement écarté la possibilité que l'enfant ait été victime de balles palestiniennes* ».

Tout au long de l'année 2001, l'AFP s'en tiendra donc à cette « apparence » : « *Mohammed al Dura a été tué apparemment par des balles israéliennes* ». Ainsi sera formulé la « thèse officielle » décrété par l'Agence France Presse dans les nombreuses dépêches consacrées à cette affaire qu'elle diffusera auprès de ses abonnés. Au printemps 2001, l'AFP ne consacra pas une ligne à la publication du rapport d'une commission d'enquête officielle israélienne concluant à l'impossibilité d'établir d'où sont partis les coups de feu mortels. La publication de ce rapport n'est pourtant

pas passée inaperçue en Israël. Elle a fait la une du très sérieux quotidien *Ha'aretz* et a d'ailleurs suscité de nombreuses polémiques en Israël.

Enfin, moins d'un an après les faits, l'AFP ne s'embarassera plus d'aucune précaution de formulation. L'adverbe « *apparemment* » disparaîtra définitivement des dépêches consacrées à Mohamed al Dura en dépit de l'absence de tout nouvel élément permettant de privilégier une thèse au détriment d'une autre.

Le 15 octobre 2001, à l'occasion de la remise d'un prix au caméraman palestinien Talal Abou Rahme, l'AFP écrit : « *Le caméraman Talal Abou Rahme qui avait filmé la mort de Mohamed Al Dura, un petit palestinien tué par des tirs de soldats israéliens, a été empêché de se rendre à Londres pour y recevoir un prix* ».

Le 29 novembre 2001, le journaliste Dan Beaulieu consacre une dépêche au portrait du père de Mohamed qui commence de la manière suivante : « *Le père de l'enfant palestinien Mohamed al-Dura dont la mort sous les balles israéliennes filmée en direct par une chaîne de télévision française en a fait le plus célèbre des 1 000 tués de l'Intifada, ne parvient plus à parler de paix* ».

Le silence entourant les déclarations de Faloudji

Le 2 mars 2001, cinq mois après le début de l'Intifada, Imad Faloudji, le ministre palestinien de la Communication, prononce un discours lors d'un meeting de l'OLP dans le camp de réfugié d'Ein el-Hilweh, à 45 km au sud de Beyrouth. Dans ce discours, Imad Faloudji fait deux déclarations importantes. Il affirme en premier lieu que « *l'Intifada était planifiée depuis l'échec des négociations de camp David* », en juillet 2000. Sur ce point, le ministre palestinien est on ne peut plus clair, puisqu'il ajoute : « *Ce sommet de Camp David où le président Arafat a envoyé promener le président américain Bill Clinton et rejeté les conditions américaines* ». Imad Faloudji précise ensuite (pour ceux qui ne l'auraient pas compris) que « *c'est une erreur de penser que l'insurrection (palestinienne) a été initiée par la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées.* »

Ces déclarations sont jugées suffisamment importantes pour l'agence américaine Associated Press (AP) y consacre le jour même une longue dépêche. La majorité de la presse anglo-saxonne développera les jours suivants cette information. Le correspondant du *Monde* en Israël, Georges Marion, en fera également état. L'Agence France Presse, pourtant très présente au Liban, n'y a pas consacré une ligne, Pourquoi ? Est-ce parce que cette information – émanant du camp palestinien – contredisait la version officielle de la « *provocation d'Ariel Sharon* » serinée invariablement depuis cinq mois par l'AFP ?

Il faut préciser qu'Imad Faloudji avait déjà tenu des propos similaires lors d'un colloque à Gaza le 5 décembre 2000. Ces propos avaient été rapportés par le quotidien palestinien *Al Ayam* du 6 décembre. D'autres responsables palestiniens, cités par la presse

internationale, ont fait des déclarations allant dans le même sens. *Le Nouvel Observateur* a publié, dans son numéro du 3 mars 2001 le témoignage de Mamdoh Nofal, l'un des dirigeants du Front Démocratique pour la Libération de la Palestine (FDLP), qui explique que Yasser Arafat a pris lui-même la décision de déclencher les hostilités :

« *Quelques jours avant la visite de Sharon sur l'esplanade des mosquées, lorsque Yasser Arafat nous a demandé d'être prêts à nous battre (...)* ». Djibril Rajoub, le chef de la sécurité préventive en Cisjordanie, n'a cessé, lui aussi, de mettre en garde Arafat contre le danger d'une confrontation armée. En vain. Abou Amar (Arafat) était convaincu qu'au bout de deux ou trois jours, le déséquilibre des forces serait si intolérable que les Américains, les Européens et les Arabes conseilleraient à Barak de reprendre les négociations. Jamais l'AFP ne s'est fait l'écho de ces déclarations ne serait-ce que pour les relativiser, en contester l'importance ou les critiquer. L'AFP applique ainsi une règle simple de la désinformation : ce dont on ne parle pas, n'existe pas. Malgré les déclarations d'Imad Faloudji et des autres responsables palestiniens, l'Agence France Presse va continuer tout au long de l'année 2001 à désigner Ariel Sharon comme le seul responsable du déclenchement de l'intifada.

La remise du rapport Mitchell

Après plus de six mois d'enquête, la commission internationale Mitchell chargée de déterminer les causes de l'explosion de violence israélo-palestinienne rend son rapport le vendredi 4 mai 2001.

Établie par le sommet de Charm el-Cheikh des 16 et 17 octobre 2000, cette commission de cinq membres, officiellement baptisée d'« *établissement des faits* », et non d'enquête, est présidée par l'ancien sénateur américain Georges Mitchell.

Dès le Vendredi 4 mai au matin, l'Agence France Presse, diffuse une série de dépêches pour annoncer la remise dans les heures prochaines du rapport dont on attend les conclusions officielles.

L'AFP est néanmoins en mesure de devancer ces conclusions puisque elle écrit plusieurs heures avant la remise du rapport – dont on ignore la teneur – aux parties :

« *La mission (du rapport Mitchell) est de déterminer l'origine des violences déclenchées par la visite controversée d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées...* »

Cette affirmation (qui est en totale contradiction avec les conclusions du rapport, mais on ne le saura que plus tard) sera répétée à sept reprises dans la journée.

A partir de 17 heures, les conclusions du rapport Mitchell commencent à être connues. On sait notamment que, selon le rapport, « *la venue de M. Sharon sur l'esplanade des mosquées n'est pas la cause de l'intifada* » (même si les membres de la commission Mitchell en déplorent le caractère « *provocateur* »). L'AFP va alors

nuancer sa formulation en se contentant de juxtaposer les deux événements comme pour mieux souligner le lien de causalité qui les unit.

Dans une dépêche de 17h 57, le journaliste de l'AFP Jo Strich écrit : (les violences) « *ont fait 508 tués depuis le 28 septembre, date de la visite du Premier ministre israélien Ariel Sharon, alors chef de l'opposition de droite, à l'esplanade des mosquées* ».

Une nouvelle fois, l'AFP procède à une confusion de date, laissant entendre que les premiers morts palestiniens auraient été tués à l'occasion de la visite d'Ariel Sharon. Or, les premières victimes palestiniennes de l'intifada ont été tuées le 29 septembre. Pourquoi donc débiter le décompte macabre le 28 septembre si ce n'est pour mieux accréditer la thèse de la responsabilité d'Ariel Sharon ? (Il convient de souligner que l'AFP continuera dans les semaines et les mois qui suivront la remise du rapport à écrire à nouveau – et à de nombreuses reprises – que l'intifada « *a été déclenchée par la venue d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées* »).

Vendredi 4 mai dans la soirée puis dans la journée du samedi 5 mai, l'AFP indiquera certes l'ensemble des conclusions du rapport Mitchell dont celle concernant la venue d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées. Mais le titre des dépêches n'insistera que sur un seul point : « *La commission Mitchell demande un gel total de la colonisation...* » (20h58)

Faisant passer au second plan les reproches et recommandations adressés à la partie palestinienne, notamment la condamnation des violences commises par les Palestiniens.

Le samedi 5 mai, l'AFP publie 11 dépêches consacrées à la remise et au contenu du rapport. Le titre des quatre premières dépêches, reprend l'information donnée la veille : « *Le rapport Mitchell recommande l'arrêt de toute colonisation juive* ».

Une nouvelle fois, l'AFP choisit de ne mettre en avant que les points défavorables aux Israéliens. Il faut arriver jusqu'au milieu du texte pour apprendre au détour d'une phrase que le rapport « *blâme les deux parties* ». Et ce n'est que dans le tout dernier paragraphe que l'agence indique que des critiques ont été adressées à l'Autorité palestinienne et à Yasser Arafat, le rapport Mitchell reprochant notamment aux Palestiniens le « *manque de contrôle sur leurs forces de sécurité* ».

À la mi-journée, les premières réactions palestiniennes à la publication du rapport commencent à tomber sur le fil. « *Arafat veut un nouveau sommet de Charm el-Cheik* » indique l'agence. Selon le leader palestinien, dont les propos sont rapportés par l'AFP, ce sommet « *est nécessaire pour discuter des conclusions du rapport de la commission Mitchell sur les violences* ».

En fin de journée, l'AFP apporte de nouvelles indications sur les réactions des Palestiniens. La dépêche de 22h39 porte le titre suivant : « *Rapport Mitchell: plusieurs points sont acceptables, selon les Palestiniens* ».

On ignore toujours, à cette heure, quelles sont les

réactions israéliennes. L'AFP n'en dit pas un mot. Le dimanche 6 mai, dans la matinée, une première réaction israélienne – enfin! – indique: « *Israël rejette un nouveau Charm el-Cheikh avant un arrêt de la violence* ».

La position israélienne, telle qu'elle est rapportée par l'AFP, est donc une réaction négative. Cette présentation tendancieuse des faits peut donner à penser que Jérusalem a rejeté les recommandations de la commission Mitchell. Il n'en n'est rien. Les Israéliens ne font que mettre une condition à la nouvelle exigence de Yasser Arafat.

En revanche, la réaction positive des Palestiniens est à nouveau répétée et mise en avant à plusieurs reprises au cours de la journée : « *Rapport Mitchell: accueil plutôt favorable des Palestiniens* ».

Ce n'est que le dimanche soir, en toute fin de journée (22h06), que l'AFP informe ses clients de la réaction officielle israélienne : « *Le rapport de la commission Mitchell est «juste et équilibré», selon Peres* ».

Mais à cette heure, comme nous l'avons déjà souligné, les grands journaux des radios et télévisions sont terminés. Les entreprises de presse tournent au ralenti, particulièrement le dimanche soir ! Les salles de rédactions sont désertes. Pourtant, la réaction de Shimon Peres avait été communiquée aux médias israéliens dès le samedi soir.

Pourquoi ce retard inexplicable de plus de 24 heures dans la diffusion d'une information pourtant essentielle? S'agit-il d'une négligence ou d'une volonté d'accorder le moins d'audience possible à cette information?

Durant tout le week-end, les auditeurs des radios et télévisions ont pris, grâce à l'AFP, connaissance d'un document tronqué et présenté de manière tendancieuse, donnant à penser que :

1. La responsabilité d'Ariel Sharon était une vérité établie avant même la publication des conclusions du rapport.
2. Les recommandations du rapport rejetaient l'essentiel de la responsabilité des troubles sur Israël, notamment à cause du problème des «colonies».
3. Les Palestiniens avaient fait preuve de bonne volonté en acceptant les grandes lignes du rapport alors que les Israéliens les avaient peu ou prou rejetées, ce qui est totalement inexact.

Après la remise du rapport Mitchell

Dans les semaines et les mois qui suivent la remise du rapport Mitchell, l'AFP continue à désigner Ariel Sharon comme le responsable du soulèvement palestinien. L'agence ne rappellera qu'à de très rares occasions (six d'après notre décompte) que selon le rapport Mitchell, « *la venue d'Ariel Sharon n'est pas la cause de l'intifada* ». Bien au contraire, elle défendra à de très nombreuses reprises la thèse de la responsabilité directe du Premier ministre israélien. Entre le mois de mai 2001 et le mois de janvier

2002, 54 dépêches persistent à accuser Sharon d'avoir « déclenché » les violences en effectuant sa visite sur l'esplanade. Les diverses formulations utilisées par l'AFP sont les suivantes :

« *La visite d'Ariel Sharon a servi de détonateur à l'intifada* » (28/07/2001 18h21).

« *La visite controversée d'Ariel Sharon a été l'étincelle qui a déclenché la seconde intifada* » (28/07/01 20h57).

« (...) *l'étincelle populaire s'est déclenchée spontanément après la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées* » (02/01/02 15h04).

« *C'est à la suite d'une visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées qu'a démarré l'intifada* » (02/08/01 10h08).

Ces affirmations seront à nouveau répétées – et à de multiples reprises – dans les dépêches consacrées au premier anniversaire de l'intifada et diffusées entre le 23 et le 30 septembre 2001.

« *C'est la visite, il y a un an, de l'actuel Premier ministre israélien Ariel Sharon sur l'esplanade qui a déclenché l'intifada* » (28/09/01 15h50).

Enfin une dépêche datée du 7 août procède une nouvelle fois à une confusion de dates et affirme que « *les affrontements meurtriers se sont déroulés sur l'esplanade des mosquées, lors de la visite provocatrice d'Ariel Sharon* » (07/08/01 09h54).

La position officielle de la France.

Cette thèse, de la responsabilité d'Ariel Sharon, mise constamment en avant par l'AFP, est aussi la thèse officielle de la diplomatie française. Dès le 2 octobre, le ministère français des affaires étrangères publie une déclaration du ministre Hubert Védrine, qui « *condamne sans réserve la provocation délibérée accomplie par Ariel Sharon* » et qui « *déplore les violences qui en sont résultées* ».

Le même jour l'Elysée, par une déclaration du Président de la République, confirme cette analyse. Recevant le secrétaire d'Etat américain Madeleine Albright, Jacques Chirac déclare :

« *Nous sommes consternés et très préoccupés par cette flambee de violence. À l'origine, jeudi dernier, une provocation irresponsable sur le lieu saint de l'esplanade des mosquées. Et, à partir de là, un embrasement prévisible* ».

Un an et demi après le début des événements, la France a-t-elle révisé son opinion sur les responsabilités du conflit ? Il est permis d'en douter. Malgré les conclusions du rapport Mitchell, malgré les déclarations des dirigeants palestiniens eux-mêmes, le Quai d'Orsay maintient sa position. On en veut pour preuve cette étonnante déclaration, le 18 janvier 2002, du porte parole du ministère lors du traditionnel point de presse quotidien. En réponse à la question d'un journaliste, lui demandant de désigner les responsables d'un nouvel incident sur le terrain, le porte-parole répond :

« *Dans le cadre d'une situation aussi complexe, nous ne souhaitons pas revenir de manière notariale sur les respon-*

sabilités de chaque incident et de chaque violation. À défaut, nous entrerions dans une discussion stérile. La France, en son temps, a su dire, de manière très claire, quel était l'événement à l'origine de la reprise de l'intifada ».

Le choix des mots: Qui sont les « extrémistes » ?

Selon les propres règles qu'elle s'est fixée, l'Agence France Presse s'interdit toute prise de position ou « jugement de valeur ». Pourtant, l'examen du vocabulaire et des qualificatifs choisis pour désigner chaque camp peut inquiéter quant à son objectivité.

Où sont les « extrémistes » au Moyen-Orient ? Une recherche systématique par « mots-clés » sur l'ensemble des dépêches laisse apparaître très clairement le point de vue que l'AFP défend auprès de ses abonnés. Depuis le début de l'année, les seuls « extrémistes » de la région sont les Juifs, les Israéliens, le plus souvent les colons. Plus d'une centaine de dépêches ont ainsi été répertoriés. « *A Hébron, quelques 400 colons extrémistes juifs vivent retranchés au milieu de 120 000 Palestiniens* ». Cette formule est celle employée de manière automatique pour décrire la situation qui règne à Hébron. Les 400 colons sont tous qualifiés d'extrémistes sans nuances ni distinction d'âge ou d'opinion. Chaque fois que le vocable « extrémiste » est employé, c'est pour désigner des Juifs :

« *Attentat anti-palestinien : la police soupçonne des extrémistes juifs* » (AFP 20/07/2001 9h30).

« *Le meurtre de trois Palestiniens dont un nourrisson dans une embuscade jeudi près de Hébron pose des questions sur l'impunité des extrémistes juifs* » (AFP 20/07/2001 14h20).

« *des extrémistes juifs manifestent devant l'esplanade des mosquées* » (AFP 10/04/2001 19h33).

« *Des centaines de jeunes juifs extrémistes crient « mort aux arabes ! » devant la mosquée Hassan Bek de Tel-Aviv, en face de la discothèque où un attentat suicide a fait dix neuf morts dans la nuit, dont le kamikaze porteur de la bombe* » (AFP 02/06/2001 20h46) (on notera que le terroriste est, lui, paré du titre de kamikaze sans qu'il soit besoin de le qualifier d'« extrémiste »).

« *La police israélienne a arrêté trois extrémistes juifs qui tentaient de s'infiltrer sur l'esplanade des mosquées (...). Ces extrémistes y revendiquaient le droit d'y prier* » (AFP 21/05/2001 14h 50).

En revanche, ce terme n'est jamais appliqué aux Palestiniens. Pour désigner les membres du Hamas et du Jihad Islamique, l'AFP utilise le plus souvent les formules suivantes :

« *Les activistes palestiniens déterminés à poursuivre la lutte* » (23/05/01 17h40).

« *Les membres du mouvement radical islamiste Hamas ont promis de continuer la lutte* » (27/07/01 23h03).

« *Un militant du groupe radical Jihad islamique a été tué par les Israéliens* » (23/07/01 20h 56).

« *Un cadre du Jihad islamique tué par des soldats en Cis-jordanie* » (05/05/2001 08h21).

« Un militant du mouvement palestinien Jihad Islamique... » (05/04/01 18h06).

« Le chef spirituel du mouvement de la Résistance islamique (Hamas) appelle les Arabes à fournir des armes »

« Un responsable local du Hamas visé par un raid » (17/07/01 15h52)

La diabolisation d'Ariel Sharon: L'affaire de Sabra et Chatila

Depuis l'élection d'Ariel Sharon, la propagande arabe se déchaîne contre le Premier ministre israélien présenté comme un criminel de guerre pour sa responsabilité notamment dans les massacres de Sabra et Chatila. Cette propagande vise à présenter Ariel Sharon comme le responsable direct et unique de la tuerie, alors qu'il n'en fut que le témoin passif, le massacre ayant été perpétré par la milice chrétienne des Forces Libanaises dirigées à l'époque par Elie Hobeika. Ce dernier a ensuite entamé une honorable carrière politique au Liban. Il fut de nombreuses années ministre dans le gouvernement de l'actuel Premier ministre Rafic Hariri et n'a jamais fait l'objet de poursuites judiciaires ni de la moindre campagne d'opinion.

S'il est concevable que la propagande arabe et palestinienne, pour des raisons qui lui sont propres, cherche à taire le nom du véritable « boucher de Sabra et Chatila » pour lui substituer celui d'Ariel Sharon, est-il acceptable que l'Agence France Presse s'en fasse complaisamment l'écho ?

Au cours de l'année 2001 l'AFP a consacré plus de 150 dépêches à l'affaire de Sabra et Chatila.

L'ensemble de ces dépêches sont consacrées à Ariel Sharon dont le rôle est constamment mis en avant dans les titres :

« Plainte contre Sharon: une rescapée de Sabra et Chatila raconte son calvaire » (18/06/01 13h22).

« Sabra et Chatila: la BBC s'interroge sur la responsabilité d'Ariel Sharon » (18/06/01 01h53).

« Une avocate Libanaise veut traduire Sharon et Peres en justice » (11/06/01 15h05).

« La télévision (iranienne) annonce la victoire du « boucher de Sabra et Chatila » » (07/02/01 13h31).

« « Ogre », « Terroriste », « Boucher », la presse arabe se déchaîne contre Sharon » (07/02/01 13h13).

« Sharon est un « criminel de guerre », selon un dirigeant socialiste danois » (07/02/01 10h46).

« Des avocats (tunisiens) déposent une plainte contre Ariel Sharon » (08/07/01 14h17).

« Strasbourg : une « Cour Pénale internationale des peuples » improvisée contre Ariel Sharon » (06/07/01 18h40).

« Mobilisation en France contre la venue d'Ariel Sharon » (05/07/01 12h52).

« Le parquet de Bruxelles a requis la recevabilité de la plainte contre Sharon » (01/07/01 14h28)

L'ensemble de ces dépêches se borne à préciser dans leurs dernières lignes et de manière laconique que le

massacre fut « perpétré par des milices chrétiennes libanaises alliées d'Israël ». En revanche, une seule de ces 150 dépêches indique, au détour du texte, le rôle d'Elie Hobeika dont le nom demeure parfaitement inconnu du public et des journalistes français.

En janvier 2002, le nom d'Elie Hobeika est brusquement revenu sur le devant de la scène à l'occasion de sa mort dans un attentat à la voiture piégée à Beyrouth. Du 24 janvier, jour de l'attentat, au 29 janvier, l'AFP a consacré 45 dépêches à l'événement. Vingt de ces dépêches sont essentiellement consacrées aux déclarations de dirigeants arabes accusant Israël d'avoir fait disparaître Hobeika pour l'empêcher de témoigner à charge contre Sharon.

« Un quotidien syrien accuse le Mossad israélien de l'assassinat de Hobeika » (27/01/02 11h36).

« Assassinat de Hobeika : la presse de Damas montre Israël du doigt » (25/01/02).

« Israël accusé de l'assassinat de Hobeika » (24/01/02).

« Assassinat de Hobeika : le président libanais accuse implicitement Israël » (24/01/02).

« Pour les Palestiniens des camps de Sabra et Chatila, la responsabilité d'Israël dans l'attentat ne fait pas de doute » (25/01/02 19h18).

Dans ces dépêches, l'AFP développe avec un luxe de détails, et une certaine complaisance, la thèse d'un « homme qui en savait trop » et que l'on aurait « fait taire » pour l'empêcher de « faire des révélations » au procès d'Ariel Sharon.

Du rôle de principal responsable du massacre de Sabra et Chatila (passé sous silence durant vingt ans), Hobeika accède ainsi au statut, plus avantageux, de témoin impartial prêt à démasquer Ariel Sharon :

« Hobeika avait des « révélations » à faire sur Sabra et Chatila, selon un sénateur belge » (24/01/02).

« Deux jours avant l'attentat, Hobeika avait déclaré à des sénateurs belges qu'il était prêt à témoigner devant la justice belge où une procédure a été engagée par des survivants de Sabra et Chatila contre le Premier ministre israélien Ariel Sharon » (26/01/02 12h39).

« Emboitant le pas du gouvernement (libanais), la presse à pointé du doigt Israël affirmant que le Premier ministre israélien Ariel Sharon a éliminé un homme prêt à l'accabler » (26/01/02 10h26).

Dans une dépêche rappelant les massacres de Sabra et Chatila perpétrés par les Forces Libanaises d'Elie Hobeika, l'AFP écrit :

« Hobeika avait annoncé en juillet 2001 détenir des preuves innocentant les Forces Libanaises et assuré avoir « amassé des témoignages » et détenir « des documents qui vont ternir l'image de la commission Kahane et lui ôter toute crédibilité (...) Nous avons subi de très grandes pressions de la part des Israéliens pour être physiquement présents sur les lieux, nous avons refusé de le faire », avait-il affirmé, assurant que c'étaient « les Israéliens et des Libanais de toutes confessions » qui avaient perpétré le massacre » (24/01/02 21h27).

Il faut noter que ces « déclarations » de Hobeika en juillet 2001 n'avaient à l'époque fait l'objet d'aucune publicité de la part de l'AFP. Face à ces nombreuses mises en causes, l'agence a publié à quatre reprises des démentis israéliens qualifiant de « ridicules » les accusations libanaises.

L'affaire du Karine A

Le 4 janvier 2002, l'armée israélienne intercepte en mer Rouge un bateau, « le Karine A. », transportant une importante cargaison d'armes, destinées à l'autorité palestinienne. Cette affaire mettra les dirigeants palestiniens en délicate posture tant à l'égard des Américains que des Européens eux-mêmes qui, après plusieurs jours d'atermoiements, sommeront l'autorité palestinienne de donner des « explications ».

La saisie de la cargaison du Karine A était d'autant plus mal venue pour les Palestiniens que l'affaire a été révélée le jour de l'arrivée de l'émissaire américain Anthony Zinni dans la région. Anthony Zinni était chargé d'explorer à nouveau les possibilités d'une reprise des pourparlers entre Israéliens et Palestiniens.

Les trois grandes agences de presse internationales ont rendu compte de l'événement. Chacune à sa façon :

Reuters (GB) : *Tsahal saisit 50 tonnes d'armes destinées aux Palestiniens*

TEL AVIV (Reuters) - Des soldats de Tsahal, opérant à 500 km au large des côtes israéliennes, ont arraisonné dans les eaux internationales, en mer Rouge, un navire transportant 50 tonnes d'armes et d'explosifs destinés aux zones autonomes palestiniennes, ont rapporté des officiers israéliens. (04/01/02 15h42)

Associated Press (USA) : *l'armée israélienne dit avoir saisi 50 tonnes d'armes à destination des territoires palestiniens*

JERUSALEM (AP) - L'armée israélienne a annoncé vendredi la saisie de 50 tonnes d'armes et de munitions, acheminées par un navire appartenant à l'Autorité palestinienne, vers des territoires sous contrôle palestinien. (04/01/02 16h06)

Agence France Presse (France) : *Israël complique la mission de Zinni*

JERUSALEM (AFP) - Israël a affirmé vendredi avoir intercepté un cargo d'armes en provenance d'Iran destinées à l'Autorité palestinienne, compliquant la mission du médiateur américain Anthony Zinni, qui a annoncé la reprise des réunions de sécurité. (04/01/02 17h30)

Une information déséquilibrée

Cette étude, qui ne prétend pas être exhaustive, a pour seule ambition de s'interroger sur les raisons qui peuvent pousser l'Agence France Presse, troisième agence de presse mondiale, à privilégier,

de manière quasi systématique, les thèses du camp arabo-palestinien au détriment d'Israël.

D'autres exemples auraient pu être développés de la même manière. On évoquera rapidement :

– le silence de l'AFP sur l'occupation du Liban par les troupes syriennes. Le mot « occupation » étant formellement proscrit, l'agence lui préférant des formules plus diplomatiques (l'armée syrienne « maintient » ou « stationne » 35 000 soldats au Liban lorsqu'elle ne les « redéploie » pas...).

« La Syrie exerce une influence déterminante au Liban où elle maintient un corps expéditionnaire » (09/09/01 18h04).

« La Syrie exerce une influence prépondérante au Liban où elle stationne des dizaines de milliers de soldats depuis 1976 » (26/11/01 14h30)

« La Syrie exerce une influence sans partage au Liban où elle maintient un important corps expéditionnaire... » ((16/08/01 15 h47)

– le silence de l'AFP sur les violences palestiniennes, sur l'utilisation des enfants envoyés en première ligne, sur l'enseignement de la haine dans les écoles et les médias palestiniens. L'Agence France Presse n'a jamais consacré la moindre dépêche aux émissions enfantines de la télévision palestinienne appelant de très jeunes enfants à se transformer en kamikazes pour perpétrer des attentats suicides en Israël. Les enregistrements de ces émissions existent pourtant. Ils ont été diffusés lors de reportages sur de grandes chaînes européennes et occidentales.

– La complaisance de l'AFP vis-à-vis des « dictatures » et des « dictateurs » arabes. S'il existe bien, selon le vocable utilisé par les dépêches de l'agence, des dictateurs et des dictatures en Afrique, en Asie, ou en Amérique du Sud, il semble ne pas y en avoir sur le pourtour méditerranéen et dans le golfe persique. Une recherche par mots-clés s'avère, là aussi, riche d'enseignements.

Le défunt Hafez el-Assad, visiblement traité avec plus de déférence que Pinochet ou Milosevic, n'a jamais de son vivant été qualifié de « dictateur », l'AFP ayant toujours préféré des expressions plus neutres (« le président syrien ») ou plus fleuries (« Le vieux lion de Damas »). Son fils, Bachar, qui lui a succédé n'est pour le moment que « le jeune président syrien ». Le président Hosni Moubarak est tout naturellement « le Raïs ». Le colonel Kadhafi conserve le titre de « leader libyen », quand ce n'est pas celui de « guide de la révolution » ou « chef de la Jamahyria ». Saddam Hussein est tout simplement « le président irakien ». La liste n'est pas close.

Pourquoi une telle complaisance, alors que l'AFP ne s'est jamais gênée pour qualifier de « dictateurs » de nombreux dirigeants de la planète ? Est-ce parce que l'AFP se targue d'être la « première agence arabophone du monde » et qu'elle ne souhaite pas froisser la susceptibilité des nombreux organes de presse - peu soucieux d'une information libre et rigoureuse, mais le client

est roi! – qu'elle compte au titre de ses abonnés dans le monde arabe ?

Est-ce pour les mêmes raisons que l'AFP distille au jour le jour une information déséquilibrée en défaveur d'Israël où elle ne compte, il faut bien le dire, qu'un seul abonné ? Le ministère israélien des

affaires étrangères. Est-ce pour des raisons purement commerciales ou alors également idéologiques?

Force est de constater que les erreurs, les approximations, les silences et les omissions sont trop nombreuses, trop systématiquement en défaveur d'Israël pour penser qu'il ne s'agit que de simples erreurs matérielles. ■

Ré-écriture par omission

DENIS ELKOUBI, CORRESPONDANT DE PRESSE

Malgré les erreurs ou interprétations partisans qui se glissent dans une dépêche d'information, un téléspectateur ou un lecteur reste toujours en mesure d'en faire l'analyse scrupuleuse, en la confrontant à d'autres sources. Néanmoins, il est un cas de figure dans lequel même un public averti n'a pas le loisir d'exercer son esprit critique : lorsque l'information est passée sous silence par les médias. Les grands organes de presse possèdent en effet un pouvoir autrement plus dangereux que celui d'orienter les événements : celui de les ignorer.

Précisons d'emblée que toutes les rédactions trient les nouvelles en fonction de leur pertinence, et que, d'un point de vue pratique, traiter de manière exhaustive toutes les informations locales, nationales ou internationales serait impossible. Cependant, force est de constater que l'occultation de faits sert aussi des intérêts partisans, en privant le public d'éléments de réflexion essentiels. Si l'on est disposé à accepter ce dernier fonctionnement de la part de la presse d'opinion, au service d'une idéologie politique déclarée, il en va autrement des organes qui se prévalent d'une neutralité.

Ainsi, l'Agence France-Presse n'a pas développé bon nombre d'informations en provenance du Proche-Orient. En dehors de certaines constantes – comme les prêches d'imams violemment antisémites ou l'affaire des manuels scolaires palestiniens – largement étouffées, des rumeurs scandaleuses relayées au sein de la population palestinienne et du monde arabe, parfois par Yasser Arafat lui-même, ne font l'objet d'aucune dépêche, alors que l'on est à l'affût de la moindre information supposée « discordante » concernant Israël. Parmi les dernières en date, citons celles des bonbons empoisonnés prétendument distribués par les soldats israéliens aux enfants palestiniens¹, l'utilisation d'armes à l'uranium appauvri par les israéliens², le prélèvement d'organes sur des enfants palestiniens assassinés³. Il s'agit pourtant là de facteurs essentiels qui contribuent à alimenter la haine des foules arabes à l'encontre d'Israël : ces accusations délirantes illustrent bien le climat anti-israélien et antijuif qui règne au sein de l'Autorité palestinienne, à mille lieues des velléités pacificatrices qu'on aime bien lui prêter.

Les soldates strip-teaseuses

Intéressons nous plus particulièrement à une information donnée par le *Hakhayyat Al-Jedida* (La vie nouvelle), organe officiel de l'Autorité Palestinienne, le 13 août 2001 : Tsahal utiliserait un nouveau stratagème pour mieux détourner l'attention des combattants palestiniens : des soldates strip-teaseuses. À en croire le très sérieux quotidien, une soldate de Tsahal monterait sur le toit de l'un des bâtiments du point de passage Karni, séparant l'Israël continental des territoires autonomes où elle se livrerait à « une danse langoureuse », suivi d'un effeuillage en bonne et due forme. Une fois les jeunes Palestiniens « irrésistiblement attirés » par ses appâts, elle les massacrerait à la mitrailleuse.

Cette nouvelle totalement fantaisiste, éloquent quant aux fantasmes de la société palestinienne, n'a pas été reprise par l'AFP, donc par aucun média français. Pourtant, n'est-elle pas lourde de sens quant à l'état d'esprit palestinien ? Tout comme les rumeurs précédentes qu'on se doit de rapprocher des rumeurs ayant alimenté l'antisémitisme pendant vingt siècles, cette fabrication n'est-elle pas la marque d'une volonté affichée de diaboliser un adversaire et de maintenir auprès des populations arabes une image fourbe du juif ?

Pour l'agence officielle du gouvernement français, il est clair qu'il est difficile de présenter ce genre de rumeurs sans pointer du doigt l'Autorité palestinienne. Interrogé le jour même par la Metula News Agency⁴, un membre du bureau de Jérusalem de l'AFP remarque que la nouvelle ne lui a pas échappé, mais qu'il la trouve « *non significative* ». Poussé dans ses retranchements, le correspondant reconnaîtra que, même si rien ne l'engage à douter de la probité du journaliste palestinien qui a transmis l'information, il n'éprouve pas la nécessité de la recouper par ailleurs et de s'en faire l'écho.

la reconstitution ludique d'un attentat

Évidemment, il est difficile d'amener ce journaliste à avouer que son choix est motivé par une volonté de ne pas présenter l'Autorité palestinienne sous un jour négatif. Cependant un « incident » occulté par l'AFP va nous permettre de mieux comprendre les enjeux de la non-diffusion d'une information.

Le 23 septembre 2001 s'ouvre à Naplouse une exposition macabre : la reconstitution de la pizzeria Sbarro de Jérusalem, ensanglantée et en ruines. Le restaurant avait été le théâtre d'un attentat quelques semaines auparavant. L'incongruité de cette exposition et sa conception lui vaudront le surnom de « Disneyland palestinien ».

On attendra en vain, les 23 et 24 septembre, que l'AFP en rende compte. C'est d'autant plus étrange que l'agence américaine Associated Press lui consacre une dépêche, photos à l'appui, que les chaînes israéliennes diffusent des images et que Binyamin Nethanyahou crie au scandale depuis les États-Unis. Impossible de passer à côté d'une telle mise en scène, qui, moins de deux semaines après le 11 septembre, en dit long sur le fossé culturel qui sépare le monde arabo-musulman de l'Occident. Alors que le « choc des civilisations » est au cœur des débats, on peut légitimement s'interroger sur les paramètres retenus pour exclure de l'actualité une information de cet ordre, sinon qu'ils relèvent probablement d'une volonté identique à celle qui a poussé certains à minimiser les manifestations de joie dans les rues de Gaza suite aux attaques contre les Twin Towers et le Pentagone.

Le 25 septembre enfin, l'AFP lève le voile. La teneur de la dépêche permet de mieux comprendre pourquoi :

« NAPLOUSE (Cisjordanie), 25 sept (AFP) – Le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat a ordonné mardi la fermeture d'une exposition commémorant un attentat suicide commis en août dans une pizzeria de Jérusalem, a-t-on appris de source officielle palestinienne.

L'exposition, qui avait lieu depuis dimanche à l'université Annajah de Naplouse (Cisjordanie), marquait le premier anniversaire de l'Intifada et a été organisée par le mouvement islamiste radical Hamas.

Elle représentait une salle avec des tables tachées de sang, et couvertes de morceaux de pizza et de membres humains, ainsi que le portrait du kamikaze tenant un Coran d'une main et un fusil de l'autre.

« Le président a été très offusqué par les images de l'exposition », selon un communiqué officiel, qui indique que M. Arafat a « demandé aux autorités concernées d'enquêter et de punir les responsables ».

L'exposition est intervenue à un moment inopportun pour M. Arafat, alors qu'il tente de se distancier des attentats suicide et de se joindre à la coalition antiterroriste mise en place par les États-Unis. »

Tout devient clair : la décision d'Arafat de fermer l'exposition permet de mettre fin au black-out ! Dès lors que le président de l'Autorité palestinienne sauve l'honneur, l'information a alors droit de cité : l'évoquer plus tôt ne permettant pas d'envisager d'angle qui ne fût pas défavorable aux Palestiniens, l'information n'existait tout simplement pas. En outre, l'auteur de ce texte a pris grand soin d'imputer la responsabilité au « mouvement islamiste radical Hamas »,

laissant le beau rôle à Yasser Arafat et son parti. Comment l'opinion publique française peut-elle se forger une idée exacte de la réalité sur le terrain, quand on prend la peine de gommer au préalable les errements des Palestiniens ?

Le commentaire prévaut sur l'image

Le comble de la perversité, associé à un manque de professionnalisme affligeant, apparaît dans une variante où l'information est donnée et dissimulée tout à la fois.

Dimanche 27 janvier 2001, Arafat, toujours assigné à résidence à Ramallah, parle devant les caméras de télévision. La chaîne publique France 2 utilise des images du leader palestinien pour illustrer les nouvelles du jour : le son est coupé, la voix-off se contente de rappeler la situation de quasi-prisonnier vécue par Arafat.

Seul un téléspectateur sachant lire l'arabe sur les lèvres saisira l'importance des propos d'Arafat, qui sont en totale contradiction avec le commentaire : alors que le commentateur signale qu'Arafat a une fois de plus assuré qu'il s'employait à faire cesser les violences, le Raïs répète à cinq reprises : « *Djihad, Djihad, Djihad, Djihad !* » En lieu et place d'un appel à la paix, c'est une exhortation sans équivoque à la guerre sainte.

Jeudi 31 janvier 2002 au journal de 20h00 sur France 2 David Pujadas commente brièvement, en voix off, en affirmant que « *Sharon va de plus en plus loin* », pour avoir déclaré dans une interview « *regretter de ne pas avoir liquidé Arafat à Beyrouth en 1982* ». Or, pour illustrer cet énoncé, une image en *close up* est produite où l'on voit un gros titre du journal *Maariv*, qui publie ladite interview. Ceux qui lisent l'hébreu ont pu, en écoutant Pujadas, lire le titre suivant : « *Sharon: Si Arafat fait ce qu'il faut, il redeviendra un partenaire* »⁵.

Il est ainsi très fréquent de voir illustrer une information orientée par un document en contradiction avec celle-ci. Si certains journalistes agissent ainsi par ignorance, d'autres s'arrogent le droit de détourner sciemment des documents. On fera en sorte que l'image confirme le commentaire, en lui ôtant le son par exemple, au lieu de commenter effectivement l'image. Il s'agit bien d'une construction artificielle de l'information. L'ignorance du Français, qui n'y verra que du feu rend l'exercice sans danger.

Dans un système démocratique, où le choix des informations apportées au public ne dépend que de critères matériels (temps ou espace imparti, nature du média, existence de documents audio ou vidéo) et non pas de critères idéologiques, on peut supposer que l'omission d'une information n'est pas significative. Mais dans un système où le fabricant exclusif de l'information reprise par les médias nationaux dépend directement des pouvoirs publics, comme l'AFP, il est impossible de croire que la dissimulation de certaines informations

ne répond pas à des critères idéologiques qui n'ont plus rien à voir avec la liberté de la presse.

Dans tous les exemples développés ici, les médias français confisquent l'information et participent activement à produire une vision manichéenne du conflit israélo-arabe : ce qui n'est pas bon pour les Palestiniens, on le tait quand on le peut... ■

1. «Israël combat contre nous sur tous les fronts. Ils ont jeté de leurs avions des chocolats empoisonnés et certains de nos enfants ont été empoisonnés», a affirmé à la radio « La voix de la Palestine » le secrétaire de la présidence palestinienne Tayeb Abdelrhim.

2. À Sanaa, Yasser Arafat a accusé Israël d'utiliser de l'uranium contre le peuple palestinien depuis novembre dernier, dans une déclaration reproduite par SABA: « J'ai soumis au président yéménite Ali Abdallah Saleh des documents américains (...) sur l'usage par Israël de l'uranium contre le peuple palestinien depuis le mois de novembre. » (<http://www.palestine-france.com/actu/archive/actu20mars2001.htm>)

3 Déclaration du porte-parole du Quai d'Orsay (Paris, 4 janvier 2002, point presse)

Question : Hier l'armée israélienne a tué et torturé même 3 jeunes Palestiniens âgés de 14 à 16 ans. Ce fut affreux, on dit même qu'ils auraient volé des organes sur les corps ! Avez-vous une réaction ?

Réponse: À ce stade, nous n'avons pas encore de réaction définitive,

nous attendons les éléments de notre poste. Nous nous informons sur cette affaire.

4. info@menapress.com

5. Qu'a dit en fait Sharon ? Le 31 janvier, *Maariv* publie des extraits succints d'un long entretien avec Sharon, à paraître le lendemain dans son supplément hebdomadaire. En voici la traduction intégrale (par Norbert Lipszyc): « Sharon: Si Arafat fait ce qu'il faut, il redeviendra un partenaire par Dan Shilon

«Au Liban, il y avait un accord de ne pas liquider Yasser Arafat. De fait, je regrette qu'on ne l'ait pas liquidé», c'est ce que dit le Premier Ministre Ariel Sharon dans un entretien spécial à *Maariv*, à paraître demain dans le supplément du samedi.

Le Premier Ministre dit encore: «si Arafat prend toutes les mesures que nous lui demandons de prendre, il redeviendra, en ce qui me concerne, un partenaire à la négociation».

Sharon, qui parle longuement dans cet entretien après des mois de silence dans les médias israéliens, est convaincu «qu'il existe une réponse militaire au terrorisme». Il dit ne pas approuver le document rédigé par le ministre des Affaires étrangères, Shimon Péres, et le président du Conseil législatif palestinien, Abou Ala, mais il est persuadé de «pouvoir rédiger un plan diplomatique commun avec Péres, qui rejoindrait un accord sur l'arrêt des hostilités avec l'Autorité palestinienne».

«Au bout du compte, un état palestinien indépendant sera créé, qui sera démilitarisé, et qui aura uniquement une police pour le maintien de l'ordre publique. Pour une véritable paix, je suis prêt à renoncer à des parties de Eretz Israël».

L'entretien complet avec le Premier ministre sera publié vendredi dans le supplément du samedi ».

Un Arafat politiquement correct les inexactitudes calculées de l'Associated Press

JEFF HELMREICH, JOURNALISTE

Le 15 mai 2001, l'Associated Press émet une dépêche concernant le discours prononcé au Caire par Yasser Arafat en l'honneur de *al-Nakba*, jour où les Palestiniens commémorent la « catastrophe », soit la création de l'État d'Israël. Cette dépêche se prévaut de citations directes tirées de l'intervention du dirigeant palestinien, que les chaînes de radio palestiniennes ont diffusée et retransmise via des haut-parleurs dans les rues de Naplouse, de Ramallah et de Gaza. Mais un étrange phénomène affecte les propos d'Arafat entre le moment où ils sont proférés et celui où ils sont consignés dans la dépêche de l'AP. Quand ils parviennent enfin aux rédactions, des propositions et des phrases en ont été intégralement supprimées ; des termes modérateurs ajoutés ; des critiques enflammées – notamment contre les États-Unis – effacées ; des passages tronqués, améliorés, en tout cas modifiés d'une manière ou d'une autre. Bref, les prétendus extraits de l'allocution d'Arafat publiés par l'agence AP ont été au mieux remaniés, au pire fabriqués de toutes pièces. Qui plus est, ils servent à déformer – et à lénifier de façon significative – le message d'Arafat.¹

En faisant passer pour des propos rapportés une version resucée de la déclaration originale, l'Associated Press a porté atteinte – d'aucuns diraient gravement – à certains principes fondamentaux du journalisme professionnel. Lesquels principes réprouvent le fait de « nettoyer » ou de modifier des propos, de les conden-

ser sans points de suspension ni crochets, d'omettre de mentionner qu'il s'agit d'une traduction ou d'une citation, voire de publier des articles contenant des inexactitudes – c'est-à-dire présenter comme des faits des choses qui n'en sont pas. L'Associated Press a donc non seulement failli à la déontologie de la Society of Professional Journalists et de l'American Society of Newspapers Editors, mais également à son propre règlement interne et à son manuel de rédaction.

Cette agence n'est pas seule à se rendre coupable de tels manquements. L'étude des principaux organes de presse écrite de langue anglaise démontre que ces pratiques, contraires à la déontologie journalistique, sont monnaie courante dès lors qu'il s'agit de rendre compte d'événements en Israël et dans les territoires palestiniens. Bon nombre de reportages en provenance du Moyen-Orient et publiés dans les colonnes des journaux les plus respectables regorgent de négligences et d'erreurs sévèrement sanctionnées par ailleurs. Outre les citations tronquées ou infidèles et les mauvaises traductions, on y relève des inexactitudes flagrantes et des affirmations manifestement fausses ; des assertions prétendument factuelles qui ne sont rien moins que le fruit des spéculations de leurs auteurs (ainsi que ceux-ci l'avouent à demi-mot) ; l'absence de sources ou de vérification de l'information ; des méprises sur les noms ou les caractéristiques des personnes et des organisations, ainsi qu'une multitude

de variantes, allant de la contrevérité à la déformation des faits. En toute autre occasion, de pareils écarts feraient l'objet de rectificatifs ou de sanctions. Sauf lorsque l'on touche au conflit israélo-palestinien.

Ces infractions obéissent à une logique très particulière. Dans le contexte israélo-arabe, elles viennent systématiquement appuyer le même point de vue, selon lequel les tensions émanent des seuls agissements des Israéliens en Cisjordanie ou dans la bande de Gaza, et non d'une très vive hostilité à l'endroit d'Israël dans son ensemble ou de la nature et de l'identité d'Israël en tant qu'État. Afin d'épouser cette logique, on réoriente la nature des groupes anti-israéliens, désormais définis comme « s'opposant à la tutelle israélienne en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza » ; on présente des actes de violence sous un jour romantique – leurs auteurs « manifestent » contre « l'occupation » ; les protagonistes du conflit ainsi que des notions clés sont mal identifiés, mal traduits ou librement réinterprétés sans justification ni source et des théories fantaisistes sur la « résistance » sont assénées comme des faits, avant d'être désavouées, non sans embarras, devant une accumulation de preuves contradictoires.

Il n'est pas question ici d'accuser quiconque d'antisémitisme ou de malveillance, ni d'interpréter de quelque manière que ce soit les motivations des journalistes. L'analyse suivante ne traite pas non plus de sujets aussi vastes et flous que le déséquilibre de l'information, des déviations sémantiques tendancieuses ou de l'occultation du contexte de certains événements. Elle se borne aux fautes journalistiques que l'on peut aisément et raisonnablement dénoncer comme telles – erreurs, propos déformés, contradictions avec des faits bien établis –, à l'appui, le plus souvent, des mêmes sources d'information. Quand bien même ces fautes pourraient nous amener à taxer leurs auteurs de parti pris, voire d'anti-israélisme, elles témoignent avant tout de l'inconscience, de l'incompétence évidente ou de l'absence totale de perspicacité de ces journalistes.

De nombreux membres de la presse sont accusés de nourrir des sentiments anti-israéliens ou pro-palestiniens. Mais rares sont ceux que l'on incrimine pour la légèreté dont ils font montre dans la vérification des faits, leurs inexactitudes, leurs manquements à la déontologie journalistique ou leur anti-professionnalisme. Il y a tout lieu de croire que cette tactique constituerait le moyen le plus efficace de corriger des reportages fallacieux et d'améliorer le tableau que dressent les médias de ce conflit d'une grande complexité.

Mauvaises traductions

Le 15 mai dernier, la télévision palestinienne par satellite de Gaza diffusait la phrase suivante issue du discours de Yasser Arafat en l'honneur d'*al-Nakba*, discours qui sera intégralement repris par la BBC :

« *Le bourreau se délecte du sang palestinien versé, grâce à la machine militaire aveugle et à la protection internationale que lui ont accordée des puissances influentes et hégémoniques au sein de la communauté internationale.* » L'Associated Press fait cependant circuler une autre version : « *Les bourreaux continuent de piétiner les flaques de notre sang avec leur escalade militaire, le siège de nos villes, de nos villages et de nos camps.* »²

On aura noté la différence, même si l'on admet de possibles variations de traduction : la critique à l'encontre des États-Unis est entièrement absente du texte fourni par l'AP. On épargne donc aux journaux américains la référence acerbe aux « *puissances influentes et hégémoniques* », qui accordent leur protection internationale à la « *machine militaire aveugle* » israélienne.

La transcription de la BBC comporte d'autres passages enflammés et à forte charge dramatique : « *La force militaire aveugle, que le gouvernement d'occupation israélien déploie contre notre peuple afin de le détruire et d'en anéantir l'existence, n'atteindra jamais la paix ni la sécurité et ne contraindra pas notre peuple à capituler.* » Là encore, l'AP dilue le propos : « *Une puissance militaire aveugle ne fera pas naître la paix et ne fera pas ployer notre peuple.* » Nulle allusion à la force qu'Israël emploierait pour parachever une œuvre de destruction ou d'anéantissement. Et, malgré cette omission, il n'y a pas de points de suspension ou de notes entre crochets expliquant pourquoi la citation de l'AP est tronquée et, en définitive, bien moins virulente que l'allocution originale. D'ailleurs, la quasi-totalité de la version de l'Associated Press comporte des suppressions, des modifications ou des remaniements. Toutefois, au mépris des principes journalistiques de base, ces changements ne sont stipulés à aucun moment.

Le *Washington Post*, qui a repris dans ses pages la version de l'AP, n'est lui-même pas étranger à ce type de manipulations textuelles. Lors du neuvième sommet de l'Organisation de la conférence islamique, John Lancaster du *Washington Post* (édition du 12 novembre 2000) et Donna Abu-Nasr de l'Associated Press (13 novembre) rapportent tous deux qu'Arafat a déclaré que les Palestiniens sont « *plus que jamais déterminés à poursuivre leur djihad et leur résistance à l'occupation* »³. La BBC – invoquant comme source des radios arabes – propose la traduction suivante : « *En dépit de cela, notre peuple est déterminé plus que jamais auparavant – grâce à l'aide de ses frères et de ses alliés – à poursuivre son djihad dans le cadre du saint soulèvement d'al-Aqsa.* » Lancaster et Nasr ont donc incorporé à l'allocution une mention supplémentaire – et apparemment superflue – concernant la résistance à l'occupation. Intéressante manière de contextualiser les paroles d'Arafat.

Cet ajout tempère l'appel d'Arafat au djihad et lui confère le retentissement non d'une attaque dirigée contre Israël en soi mais contre « l'occupation » israélienne. Il s'agit d'une infraction grave aux préceptes élémentaires du journalisme, qu'ils soient profession-

nels ou éthiques. Le règlement interne de la rédaction du *New York Times* est le plus détaillé en la matière, mais ses clauses font autorité pour l'Associated Press et d'autres médias d'information. D'après des conversations téléphoniques avec divers rédacteurs en chef : « *Les lecteurs doivent être en mesure de présumer que chaque mot entre guillemets est l'exacte retranscription de paroles ou d'écrits*⁴. » Ces citations ne doivent pas subir d'adjonctions et leur sens ne doit pas être modifié.

Parfois l'omission d'un seul terme peut considérablement altérer la signification de propos rapportés. Le lendemain de l'attentat terroriste de la discothèque à Tel-Aviv du 1er juin 2001, Arafat a livré à la presse des remarques préparées d'avance sur le cessez-le-feu. Le *New York Times* et le *Washington Post* titrèrent alors qu'Arafat appelait au cessez-le-feu et affirmèrent, dans le corps des articles, qu'il s'engageait à « *faire tout [son] possible* » pour mettre fin aux violences⁵. Mais le service d'écoute de la chaîne de radio la Voix de la Palestine régi par la BBC ainsi qu'une traduction effectuée par le Middle East Media Research Institute citent Arafat disant que les Palestiniens étaient « *prêts* » à faire leur possible. Il n'y avait donc pas trace d'engagement⁶. En fait, Arafat allait attendre le 13 juin suivant pour consentir au cessez-le-feu négocié par le directeur de la CIA George Tenet. Une mauvaise traduction peut laisser croire au lecteur que la trêve avait débuté deux semaines plus tôt.

Des erreurs significatives

L'exactitude est le critère suprême du journalisme. Les autres n'en sont que les corollaires. La première clause du règlement de la Society of Professional Journalists, organisme international, enjoint aux journalistes de « *vérifier l'exactitude de l'information, quelle qu'en soit la source, et de veiller à éviter des erreurs involontaires.* »

Au Moyen-Orient, les inexactitudes sont légion. Certaines découlent, évidemment, de l'urgence, des contraintes et des difficultés inhérentes au métier de correspondant à l'étranger. Cependant, prises dans leur ensemble, elles contribuent à dresser du conflit un tableau monolithique : celui d'une lutte menée uniquement contre la présence israélienne en Cisjordanie et à Gaza.

Au cours de l'année écoulée, deux organismes de presse ont affirmé à tort que les résolutions des Nations Unies exigent d'Israël un retrait intégral de la Cisjordanie et de Gaza. Dans une dépêche de l'Associated Press, on pouvait lire : « *Les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations Unies somment Israël de se retirer de l'ensemble des territoires conquis au cours des guerres israélo-arabes de 1967 et 1973, ce qui comprend Jérusalem-est, la Cisjordanie et le plateau du Golan.* »⁷ C'est faux. On sait bien que la résolution 242 stipule le retrait « *de territoires* », et non « *de tous les territoires* », et que les limites de ce retrait sont censées refléter le droit des deux États à vivre dans des frontières « *sûres*

et reconnues ».

Ayant compris la nuance, le *New York Times* a dû publier un rectificatif après avoir commis une erreur analogue à celle de l'AP. William A. Orme avait évoqué « *des résolutions* » exigeant de l'État hébreu qu'il se retire jusqu'à ses frontières « *antérieures à 1967* »⁸. Comme le *Times* s'est mis en devoir de l'expliquer, ces résolutions n'existent pas.

Des faits ou des propos révélateurs de l'opposition palestinienne à Israël en soi font l'objet d'interprétations – voire de révisions imaginatives – qui dissimulent ou obscurcissent le sentiment anti-Israélien des Palestiniens. Par exemple, depuis quelques années, les Palestiniens commémorent tous les 15 mai *al-Nakba*, « la catastrophe », terme qui se rapporte à la création de l'État d'Israël. Mais cette année, l'Associated Press en proposait une nouvelle acception : à l'en croire, c'est ainsi que « *les Palestiniens désignent leur exil forcé* », autrement dit, la crise des réfugiés, et non le « *désastre* » que fut pour eux la naissance d'Israël.⁹

Dans une veine similaire, Greg Myre de l'AP déclare : « *L'anniversaire du 15 mai... marque le jour où les Palestiniens ont été déracinés et celui où Israël a été créé.* »¹⁰ La vérité mérite d'être rétablie ici sur plusieurs points. En premier lieu, « *les Palestiniens* » dans leur ensemble n'ont pas été déracinés le 15 mai. En fait, certains se sont enfuis auparavant – rejoints par d'autres plus tard, tandis qu'une partie fut évacuée de villes devenues champs de bataille et qu'une autre demeurait en Israël. En second lieu, les « *déracinelements* » ne se cantonnèrent pas au 15 mai, sous-entendu : afin de faciliter la création de l'État d'Israël. Ils se produisirent tout au long de la guerre d'indépendance de 1948.

Si le fait de commémorer *al-Nakba* traduit une opposition flagrante à l'existence d'Israël, quoi qu'en disent les tentatives de révision, c'est également le cas de certains aspects du « *soulèvement* » palestinien actuel, dans lequel se rejoignent aussi bien le Hamas islamiste que le nationaliste Fatah et d'autres groupes. Mais, fidèle à sa logique, l'Associated Press s'ingénie à redéfinir ce soulèvement ainsi : « *Les Palestiniens promettent de poursuivre leur soulèvement actuel dans le but d'obtenir l'État qu'ils réclament depuis des décennies.* »¹¹ Or on ne peut dire de cette révolte qu'elle a pour but « *d'obtenir un État* ». Peu importe si, de l'avis de certains, l'intifada s'enracine précisément dans le refus des propositions israéliennes d'août 2000, visant à accorder un État aux Palestiniens. Songeons en outre que participent au mouvement des factions telles que le Djihad islamique ou le Hamas, qui aspirent à l'anéantissement d'Israël, pas à la création d'un État, et que les émeutes n'avaient pas de cause commune au moment où elles se sont produites. Ces données mises à part, les troubles actuels ne peuvent correspondre à une volonté datant de plusieurs décennies de créer un État : j'en veux pour preuve le fait que les Palestiniens n'ont commencé à envisager sérieusement la possibi-

lité de devenir une entité étatique – par opposition à poursuivre la lutte armée contre Israël – qu'à dater du sommet du Conseil national palestinien, tenu à Alger, en 1988. Et encore. Entre 1948 et 1967, alors que la Jordanie occupait la Cisjordanie et l'Égypte la bande de Gaza, jamais les Palestiniens n'ont revendiqué d'État.

Une fois encore, ces distorsions particulières servent à idéaliser la lutte des Palestiniens en faveur de leur indépendance ou d'un État tout en masquant l'opposition patente à l'existence de l'État d'Israël. Poussant cette logique plus avant, certains journalistes du *Washington Post* vont jusqu'à édulcorer les caractéristiques de groupes terroristes : « *Le Hamas et le Djihad islamique ont des racines différentes mais sont tous deux déterminés à créer un État palestinien musulman et, pour atteindre cet objectif, ces mouvements ont adopté une approche plus radicale que celle du Fatah de Yasser Arafat.* »¹² Autrement dit, le Fatah et le Hamas ont un « objectif » commun, qu'ils cherchent à atteindre de manières différentes, celle du Hamas étant, en l'espèce, plus « radicale ».

Dans un récent article portant sur le Hamas, Lee Hockstader écrit : « *Le groupe a pour objectif la création d'une patrie indépendante qui inclurait au moins le territoire de la Cisjordanie et de la bande de Gaza ainsi que – c'est ce que craignent les Israéliens – celui de l'État juif.* »¹³ Hockstader a mal compris : l'objectif du Hamas est la libération, non la création, d'un État, ce dernier incluant sans aucun doute « *le territoire de l'État juif* ». Le fondateur du Hamas, le cheikh Ahmed Yassin, a déclaré que le Hamas prolongerait sa guerre sainte « *contre l'occupant sioniste jusqu'à ce que nous libérions la totalité de la Palestine* »¹⁴. Malgré cela, Hockstader attribue comme principale finalité au Hamas l'accession à l'indépendance.

Les groupes terroristes ne sont pas les seuls à bénéficier de ce remodelage. Quand Fayçal al-Husseini est mort, le *New York Times* et l'Associated Press le qualifièrent de « *champion du pacifisme* », ou de « *champion de la coexistence* », dans leurs titres comme dans les articles eux-mêmes¹⁵. C'était oublier que Husseini se déclarait fermement opposé à la coexistence avec Israël, n'hésitait pas à évoquer son « *intention à long terme : libérer la Palestine du fleuve à la mer* », et surnommait les accords d'Oslo « *le cheval de Troie* »¹⁶. C'est dire que son jusqu'au-boutisme avait été autrefois détaillé dans la presse. Dès 1992, il avait exposé ses vues à un quotidien jordanien : « *Nous provoquerons peu à peu la dissolution de l'entité sioniste.* »¹⁷ Faute d'avoir fouillé le sujet ou par pure subjectivité, les médias préférèrent lui consacrer des nécrologies favorables.

Questions d'opinion

Les principaux règlements journalistiques exigent que les comptes-rendus soient clairement différenciés des opinions, surtout si leur provenance est passée sous silence. Le code de déontologie de la Society of Professional Journalism stipule : « *On doit signaler les*

analyses et les points de vue personnels et ne pas les substituer à des faits ou à une mise en contexte. » L'article V de la déclaration de principes de l'American Society of Newspapers Editors préconise : « *Il serait sain d'établir une distinction claire entre informations et opinions. Les articles contenant des opinions ou des analyses personnelles doivent être clairement identifiés.* » La nouvelle version du code de déontologie des rédacteurs en chef de l'Associated Press, datant de 1995, stipule ce qui suit, sous l'intitulé « Intégrité » : « *Les éditoriaux et les opinions personnelles de journalistes ou de responsables de rédactions doivent être présentés comme tels.* »

En couvrant l'intifada *al-Aqsa*, la majorité des journaux et agences de presse exhibèrent comme un fait une simple conjecture : que les violences avaient été déclenchées par Ariel Sharon, alors chef de l'opposition israélienne, lors de sa visite sur le mont du Temple en septembre 2000. Il n'y avait aucun moyen de corroborer cette affirmation : les violences étaient survenues très rapidement, dans quantités de localités et de villes, avant même que les journalistes aient pu interviewer les auteurs de troubles sur leurs motivations. De surcroît, les écrits de ces mêmes journalistes indiquent qu'il subsistait des doutes quant au lien de causalité entre la visite de Sharon et le début du soulèvement. Et pourtant, cette hypothèse fut avancée de toutes parts comme un fait objectif.

Lee Hockstader écrivait dans le *Washington Post* du 22 octobre : « *C'est la visite de Sharon, le 28 septembre dernier, à Jérusalem, sur un lieu saint pour les musulmans et les juifs, qui a déclenché le soulèvement palestinien actuel.* »¹⁸ Une semaine plus tard, il attribuait une phrase à « *Sharon, qui a déclenché la révolte il y a un mois en visitant à Jérusalem un lieu saint pour les musulmans et les juifs.* »¹⁹ Néanmoins, Hockstader dévoile une part d'incertitude dans un article daté de la même période : « *Ariel Sharon, dont la visite à Jérusalem sur un lieu saint pour les musulmans et les juifs, le 28 septembre dernier, a contribué à déclencher les émeutes qui éclatèrent le lendemain...* »²⁰ Quelques mois plus tard, il disait du soulèvement qu'il s'agissait d'une « *tentative de mettre fin à l'occupation israélienne en Cisjordanie et à Gaza.* »²¹

Dans d'autres organes de presse, on constate une discordance similaire entre faits et opinions concernant l'origine des violences. Karen Laub de l'Associated Press commença par affirmer : « *Le détonateur des violences fut une visite du leader intransigeant de l'opposition israélienne, Ariel Sharon, la semaine dernière, sur un lieu saint âprement disputé entre les musulmans et les juifs.* »²² Peu après, elle reconnaissait que la question de l'origine des hostilités restait encore à débattre : « *L'argument participe d'une querelle visant à déterminer si les émeutes émanent bel et bien d'une explosion de colère spontanée des Palestiniens ou si elles ont été en partie orchestrées par Arafat afin d'arracher des concessions aux Israéliens au cours des négociations.* »²³

Un désarroi similaire affleure dans un article de

William A. Orme Jr, du *New York Times*. Orme débute ainsi : « *Depuis la visite provocatrice, jeudi dernier, du chef de l'opposition de droite sur le lieu musulman le plus saint de Jérusalem qui a suscité les protestations palestiniennes au sein des territoires et même en Israël, 48 personnes au moins ont été tuées.* »²⁴ Mais plus loin, dans le même papier, il parle du « *chef de l'opposition Ariel Sharon, qui est accusé d'avoir déclenché les violences en menant une délégation de son parti, le Likoud, sur une esplanade devant le dôme du Rocher.* »²⁵ De même, sa collègue Deborah Sontag écrit : « *Ce matin, début de journée tendu pour les deux parties, après les affrontements de jeudi provoqués par la visite de M. Sharon.* »²⁶ Plus loin, elle se contente de noter : « *Il est largement admis que les violences actuelles ont été déclenchées par la visite de M. Sharon jeudi dernier.* »²⁷

Il transparait de ces exemples que les journalistes ont eu du mal à déterminer avec certitude s'il s'agissait d'un fait avéré ou de pure spéculation. La question fut réglée quelques mois plus tard, quand le *New York Times* annonça : « *Une commission d'enquête menée par l'ancien sénateur américain George J. Mitchell conclut que " la visite de Sharon n'a pas causé l'intifada al-Aqsa ", mais ajoute qu'elle était " inopportune et que son impact provocateur aurait dû être anticipé.* »²⁸

Dans presque tous les exemples ci-dessus, l'affirmation selon laquelle Sharon a initié les violences est dans un second temps présentée par les journalistes comme pure spéculation. Il n'en reste pas moins qu'ils l'ont d'abord accréditée à l'instar d'un fait objectif. Or, dès la fin septembre 2000, bon nombre d'éléments jetaient le doute sur cette théorie. Ainsi que Dore Gold l'a souligné, les dirigeants palestiniens envisageaient un soulèvement depuis l'échec, au mois d'août, des négociations de Camp David II. D'ailleurs, certains de ces responsables ont confirmé par la suite que la visite de Sharon n'était pas la véritable cause de l'intifada *al-Aqsa*.²⁹

Toujours est-il que, comme nous l'avons précisé plus haut, les journalistes étaient dans l'incapacité de savoir au juste ce qui avait mis le feu aux poudres. Pour le moins, l'hypothèse selon laquelle Sharon en était l'unique détonateur relève du « commentaire », voire de « l'analyse », ce que l'éthique journalistique commande de distinguer de l'information.

La logique : « Une lutte en faveur d'un État »

L'insistance avec laquelle on répète que les violences sont provoquées par Israël – fût-ce par la visite de Sharon, les implantations ou la présence de Tsahal en Cisjordanie – renforce une idée fautive de plus large portée, selon laquelle les Palestiniens ne combattent pas Israël mais les actions d'Israël dans les territoires. Il suffit de relire leurs propres articles pour montrer que les journalistes soutiennent cette opinion.

Howard Schneider du *Washington Post*, tout comme son confrère Lee Hockstader, décrit l'intifada actuelle comme « *une révolte contre l'occupation israélienne à Gaza et en Cisjordanie* »³⁰. Ailleurs, Hockstader livre un panel

des motifs d'inquiétude des Palestiniens : « *Les griefs des Palestiniens ont trait à d'anciennes revendications insatisfaites : la création d'un État indépendant avec Jérusalem est pour capitale ; le retour des réfugiés qui s'enfuirent ou furent chassés de chez eux lors de la guerre d'Indépendance israélienne de 1948 ; la libération de prisonniers détenus depuis des années dans les prisons israéliennes ; et la restitution des territoires de Cisjordanie et de Gaza conquis par Israël pendant la guerre de 1967.* »³¹

Dans cette liste, il n'est fait mention ni de la vive hostilité envers Israël en tant qu'État juif ou occidental ni de l'opposition idéologique et religieuse vis-à-vis d'Israël. On n'y trouve que des doléances concrètes liées au besoin, dixit Hockstader, de « *jouir de bienfaits économiques et politiques* », c'est-à-dire d'un État indépendant.

Au détour d'un texte plus personnel, un autre journaliste du *Washington Post*, Daniel Williams, ajoute : « *J'avais espéré que, au bout de près de dix ans de pourparlers, la paix prévaudrait. À l'heure d'aujourd'hui, les Palestiniens devraient posséder un petit État confortable aux côtés d'Israël. À l'heure d'aujourd'hui, la douleur et la tragédie devraient avoir quitté ces collines de rocaïlle. La raison aurait dû l'emporter sur les passions.* »³²

L'Associated Press, pour sa part, s'est aussi employée à résumer le conflit à l'aspiration nationale des Palestiniens. En juin 2001, plus de huit mois après qu'Arafat eut rejeté une proposition d'État, l'AP a émis une série de dépêches sur « *la quête d'État par les Palestiniens* »³³. Karen Laub écrit : « *C'est le désespoir que l'on ressent des camps de réfugiés démunis dans la bande de Gaza aux luxueuses tours de bureaux de Ramallah : au moment où l'indépendance semblait à leur portée, après sept années d'insoutenables négociations avec Israël, les Palestiniens se retrouvent entraînés dans l'une des pires crises depuis leur déracinement lors de la guerre de 1948.* »³⁴

S'il est communément admis chez les journalistes que la quête d'indépendance est la motivation première des Palestiniens, cette opinion ne fait pas l'unanimité. Après le premier mois de violences, Thomas Friedman du *New York Times* concluait que les Palestiniens en avaient après Israël dans son entier : « *Deuxièmement, penser que la colère des Palestiniens ne vise que les implantations est complètement absurde. Interrogez donc les jeunes de quinze ans. Leurs revendications concernent non seulement les implantations israéliennes mais l'État juif lui-même. La plupart des Palestiniens contestent aux Juifs le droit d'y vivre. Pour cette raison, un État palestinien quel qu'il soit ne devra pas être autorisé à posséder d'armements lourds : si les Palestiniens en disposaient aujourd'hui, leurs extrémistes en feraient d'ores et déjà usage à Tel-Aviv.* »³⁵

Et pourtant, de nombreux journalistes, y compris la consœur de Friedman au *New York Times* Deborah Sontag, semblent croire que la création d'un État palestinien est la principale pierre d'achoppement entre Israéliens et Palestiniens. Dernièrement encore, Sontag écrivait que le rejet de la proposition émise à Camp David par le Premier ministre israélien Ehud

Barak tenait au fait que « *les Palestiniens pensaient que cette proposition ne leur procurerait pas un État viable.* »³⁶ En cela, Sontag se faisait l'écho des opinions de ses confrères du *Washington Post* et de l'Associated Press entre autres.

Il n'est pas surprenant outre mesure que ces journalistes soient prédisposés à appréhender le conflit en termes d'une aspiration à l'indépendance. Ils sont, après tout, occidentaux et se contentent d'appliquer une thématique occidentale familière – celle de la lutte pour l'indépendance contre une puissance coloniale – au conflit israélo-palestinien. Quand les faits ne concordent pas avec cette vision des choses, ils sont purement et simplement arrangés par des procédés relevant du journalisme de bas étage : en résultent les mauvaises traductions des propos d'Arafat, la réinterprétation d'*al-Nakba* ou des desseins du Hamas, les théories fantaisistes sur les causes de l'intifada *al-Aqsa* et les erreurs concernant la résolution 242 des Nations Unies, etc.

Cette thématique a le mérite de considérablement simplifier la donne : si, en vérité, le conflit se nourrit principalement de l'aspiration palestinienne à l'indépendance, s'il suffit de vider la Cisjordanie et la bande de Gaza de leurs habitants et de leurs soldats juifs, alors Israël est à blâmer pour avoir retardé la mise en œuvre d'une solution. D'après ce mode de raisonnement, Israël a le moyen de satisfaire les doléances palestiniennes mais s'y refuse. Par conséquent, la vision journalistique répandue sur la situation du Proche-Orient – la lutte pour un État – conduit à une approche partisane du conflit, prompte à imputer tous les torts à Israël.

Joel Brinkley, ancien correspondant en Israël du *New York Times*, s'est vu demander par le *Long Island Jewish World* s'il décelait un parti pris pro-palestinien chez ses confrères. « *Oui, quelque peu, répondit-il. C'était en particulier vrai il y a dix ans, à l'époque où les Palestiniens étaient considérés comme les victimes, faibles et sans droit à l'autodétermination.* »

Répondre aux médias

À des articles jugés déséquilibrés ou partisans, des groupes pro-Israéliens ont répondu en arguant que leurs auteurs étaient anti-israéliens ou antisémites. Une réaction peu judicieuse, s'il en est.

« *Comme correspondant étranger, se rappelle Brinkley, on se fabrique une peau d'éléphant dès les premiers temps.* » Cette approche, dit-il, est contre-productive. L'aspect le plus désagréable de son séjour en Israël avait été « *l'acharnement des deux parties* ».

Une correspondante de *Newsday* évoque un collègue qui conservait dans son bureau un dossier intitulé : « *Menaces et Suppliques* ». Il se plaisait à régaler ses confrères de chaque nouvelle attaque contre sa personne ou destinée à écorner sa crédibilité.

Les journalistes semblent en fait plus sensibles à la

perspective de sanctions émises par leur milieu professionnel pour infractions à la déontologie. « *Il n'y a rien qu'un journaliste redoute tant que la publication d'un rectificatif suite à des erreurs apparues dans l'un de ses articles* » déclare au *Jewish World* Serge Schmemmann, adjoint du responsable des pages internationales du *New York Times* et ancien correspondant en Israël. Le directeur de la publication du *New York Times*, Joseph Lelyveld, prononça un discours devant ses employés dans lequel, entre autres récriminations, figurait le reproche suivant : « *À trois reprises au cours des derniers mois nous avons dû publier des rectificatifs portant sur les clauses exactes de la résolution 242 des Nations Unies, ce qui a réjoui et conforté ceux qui, parmi nos lecteurs, sont persuadés que nous sommes dogmatiques et mal informés sur les questions moyen-orientales.* »³⁷

Depuis 1951, le comité de rédaction du *New York Times* émet une circulaire d'une page intitulée « *Winners & Sinners* » – « *OK & KO* ». Ce document redouté peut, à tout le moins, mettre dans l'embarras tout journaliste coupable d'avoir failli aux règles du métier. Chaque fois qu'il paraît, les journalistes « *le scrutent pour voir s'ils y figurent en bien ou en mal, s'ils peuvent se gausser des malheurs d'un confrère en toute sécurité ou s'il faut attendre pour cela de s'être assuré qu'ils sont eux-mêmes hors de danger.* »³⁸

Pour rétablir l'impartialité et la justesse de la couverture médiatique sur Israël, mieux vaudrait s'inspirer de ces « *Winners & Sinners* » : émettre des critiques au plan professionnel, non au plan personnel, et juger les journalistes à l'aune de leurs propres principes et de ceux de leurs pairs plutôt qu'à ceux d'observateurs à mille lieux de la méritocratie en vigueur au sein des médias. ■

PARU DANS JERUSALEM LETTER / VIEWPOINTS (N° 460) DU 15 AOUT 2001. TRADUIT PAR DEBORAH KAUFMANN

1. « *Arafat Urges Palestinians to Remain Steadfast in Al-Naqba Day Speech* », chaîne de télévision palestinienne par satellite (15 mai 2001), traduit par la British Broadcasting Corporation, BBC Worldwide Monitoring. À comparer avec « *Excerpts from Arafat's Al-Naqba's Speech* », Associated Press (15 mai 2001), International News.

2. *Ibid.*

3. John Lancaster, « *Israeli Leader Follows Earlier Meeting with Arafat, But No Progress is Made on Ending Violence* », *Washington Post* (13 novembre 2000), p. A2. Donna Abu-Nasr, « *Ninth Islamic Summit Opens with Strong Words of Support for Palestinians* », Associated Press (12 novembre 2000), International News.

4. Tiré de : *The New York Times : Guidelines on Our Integrity*, mai 1999.

5. Deborah Sontag, « *Arafat Calls for Cease-Fire, Deploring Tel Aviv Attack* », *New York Times* (3 juin 2001), p. A1. Lee Hockstader, « *Arafat Calls for End to Bloodshed; Palestinian Leader Denounces Suicide Bombing in Tel Aviv* », *Washington Post* (3 juin 2001), p. A1.

6. « *Arafat Ready for "Immediate," "Unconditional" Cease-fire* », BBC Monitoring Middle East – Political (2 juin 2001), source mentionnée : la Voix de la Palestine (radio), Ramallah, en arabe, 2 juin 2001.

7. « *Syrian Minister Hails Israeli Withdrawal from Lebanon* », Associated Press (8 avril 2000), International News.

8. William A. Orme, « *Peace Negotiators Meet in Egypt as Israeli Election Nears* », *New York Times* (22 janvier 2001), p. A6.

9. « *Arafat Urges Palestinians to Remain Steadfast in Al-Nakbah Day Speech* », *op. cit.*

10. Greg Myre, « *Palestinians Mark Anniversary; Four Killed, More than 200 Injured* », Associated Press (15 mai 2001), International News.

11. *Ibid.*

12. Keith B. Richburg, « *Arafat Turns to Militants in Uprising; Freed*

Extremists Become Part of Palestinian Resistance, » *Washington Post* (25 octobre 2000), p. A1.

13. Lee Hockstader, « Palestinians Find Heroes in Hamas; Popularity Surges for Once-Marginal Sponsor of Suicide Bombings, » *Washington Post* (10 août 2001).

14. « Hamas Leaders Vow to Press Fight Against Israel, » *Washington Post*, Briefs (27 décembre 1999), p. A16.

15. Deborah Sontag, « A Palestinian Champion of Living in Peace is Dead, » *New York Times* (1^{er} juin 2001), p. A6. Karin Laub, « Faisal Hussein, Palestinian Champion of Coexistence, Dead at 60, » Associated Press (31 mai 2001), International News.

16. Al-Arabi (Égypte), 24 juin 2001. Traduit par le Middle East Media and Research Institute (MEMRI), dépêche spéciale No. 236 – PA, 2 juillet 2001.

17. Al Rai (Amman), 12 novembre 1992. Cité par Benjamin Netanyahu, *A Place Among the Nations* (New York: Bantam Books, 1993), p. 102.

18. Lee Hockstader, « Israel Declares “Timeout”; Peace Effort on Hold; Coalition May Realign, » *Washington Post* (October 23, 2000), p. A1.

19. Lee Hockstader, « Israeli Helicopters Hit Key Palestinian Offices, » *Washington Post* (31 octobre 2000), p. A1.

20. Lee Hockstader, « Turning Idealism Into Doubt; Continued Violence Strains Israeli Peace Movement, » *Washington Post* (10 octobre 2000), p. A1.

21. Lee Hockstader, « First Arab in Israeli Cabinet has Delicate Balancing Act; Even Some Fellow Druze Consider Salah Tarif a Sellout, » *Washington Post* (1^{er} avril 2001), p. A22.

22. Karen Laub, « Twelve Killed in Second Day of Clashes; Worst Violence in Four Years, » Associated Press (30 septembre 2000), International News.

23. Karen Laub, « Israel Says Arafat Lures Protesters with Money; Palestinians Say It's Compensation, » Associated Press (9 octobre 2000), International News.

24. William A. Orme, Jr., « Whose Holyland – The Overview: As Arabs

and Israelis Fight On, Albright Seeks Talks, » *New York Times* (3 octobre 2000), p. A1.

25. *Ibid.*

26. Deborah Sontag, « Battle at Jerusalem Holy Site Leaves 4 Dead and 200 Hurt, » *New York Times* (30 septembre 2000), p. A1.

27. Deborah Sontag, « Violence Spreads to Israeli Towns; Arab Toll at 28, » *New York Times* (2 octobre 2000), p. A1.

28. Clyde Haberman, « Melee at Jerusalem's Most Sacred and Explosive Site, » *New York Times* (30 juillet 2001), p. A3.

29. Dore Gold, *Jerusalem in International Diplomacy* (Jerusalem: Jerusalem Center for Public Affairs, mai 2001), pp. 53-54.

30. Howard Schneider, « Gun Battle in Gaza Jeopardizes Fragile Cease-Fire, » *Washington Post* (4 juin 2001) p. A17.

31. Lee Hockstader, « The Bonds of Blood, Anger Unites Fractious Palestinians as Prospects for Peace Slip Away, » *Washington Post* (7 octobre 2000), p. A1.

32. Daniel Williams, « The Second Uprising; Washington Still Hopes to Make Peace between Arabs and Jews. But in the West Bank City of Ramallah, Palestinians have Returned to a More Violent Model of Nation-Building, » *Washington Post*, Magazine (21 janvier 2001), p. W8.

33. Karen Laub, « Conflict with Israel has Slowed the Palestinians' Quest for Statehood, » Associated Press (20 juin 2001), International News.

34. *Ibid.*

35. Thomas L. Friedman, « Ritual Sacrifice, » *New York Times* (31 octobre 2001), p. A27.

36. Deborah Sontag, « Quest for Mideast Peace: How and Why It Failed, » *New York Times* (26 juillet 2001), p. A1.

37. Extrait d'un rapport du *New York Times* sur un discours prononcé par Joseph Lelyveld lors du quatrième séminaire de la rédaction, à Tarrytown, dans l'État de New York, 14 septembre 2000. Cité par SmarterTimes.com.

38. Richard F. Shepard, *The Paper's Papers* (New York : New York Times Company, 1996), pp. 322-23.

Le récit journalistique et la « prophétie auto-réalisatrice »

SHMUEL TRIGANO, PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS

Dans un système international planétaire brassant d'immenses masses humaines et s'étendant sur de longues distances, un événement n'« existe » que lorsqu'il entre dans le circuit de la communication médiatique. C'est comme si ce qui « arrive » (étymologie de l'« événement ») n'existait pas sans être « reformaté » à cet effet. Ainsi les médias ne peuvent-ils avoir accès aux nouvelles que par le biais de leurs correspondants ou des agences de presse présentes sur tous les continents. L'essentiel de l'information repose donc sur ces sources et les journalistes doivent pouvoir se fonder sur les dépêches de ces agences sans avoir besoin de les vérifier systématiquement. S'ils se font ensuite une opinion spécifique sur les événements, elle se forge avant tout sur la base des récits informatifs de cette provenance.

La fabrication de l'évènement

Ce processus, on le voit, est gouverné par la mise de fond originelle qu'est la dépêche d'agence, dont l'impartialité et l'objectivité décident de la bonne santé de la communication qui fait le quotidien du débat démocratique. Or, de nombreux obstacles naturels peuvent perturber son fonctionnement. Il faut en effet que « ce qui arrive » soit codifié, nommé, formulé et introduit dans le circuit. Le risque est grand, à ce niveau, que des événements « lointains » comme la guerre qui ravage le Soudan depuis des années ou les conflits et massacres d'Afrique noire n'« existent » pas parce que les journalistes ne s'y intéressent pas. Cette situation peut se produire tout près de nous: si les 350 agressions antisémites que notre premier *Bulletin* a révélées ont

suscité la stupéfaction et l'incrédulité, c'est parce que les médias les avaient censurées durant plus d'un an. Le paradoxe veut qu'il faille ensuite justifier les faits au regard de leur occultation médiatique qui était passée pour la réalité. Il faut aussi que la codification journalistique ne déforme pas les choses. C'est bien là tout le problème car la réalité humaine est conflictuelle dans bien des situations et le journaliste doit décider de sa nature pour la transmettre. Il peut alors par omission, reformulation ou sélection, modifier totalement la tonalité et le contenu de l'évènement.

L'opinion du journaliste ou la « ligne » idéologique (généralement implicite) de l'agence ne rentrent pas seules en compte. Les dimensions commerciales et publicitaires peuvent aussi jouer, par le biais de la concurrence avec d'autres organes ou de l'attente des

commanditaires ou de la clientèle. Des dimensions plus techniques influent également sur la teneur de l'information. Le rédacteur de dépêches a en effet besoin d'un scénario, d'une énigme pour construire un récit attrayant à partir d'un événement. Pour assembler des faits bruts, il doit définir au préalable son sujet, de la façon la plus séduisante et la plus apte à constituer une « nouvelle ».

Les études rassemblées dans ce deuxième *Bulletin* accréditent l'hypothèse d'un préjugé pro-arabe dans la façon qu'ont certaines agences de presse de rendre compte des événements du Moyen Orient. L'existence d'un récit a priori se vérifie dans un grand nombre de dépêches produites à l'occasion de plusieurs événements analysés ici à la loupe. En amont, malgré le démenti venu des acteurs (palestiniens) eux mêmes, le récit erroné se voit réaffirmé malgré sa caducité. En aval, le profil des acteurs et des événements se voit redessiné pour qu'il concorde avec le récit arrêté une fois pour toutes, quitte à ce que certains de leurs traits gênants se voient gommés.

Le manichéisme simplificateur

En règle générale, le cadre conceptuel est manichéiste : opposant avec simplisme les « bons » et les « méchants ». Le placage d'une terminologie à finalité idéologique achève de recomposer le paysage du réel en fonction de présupposés partisans. Peut-on définir sérieusement les terroristes du Hamas à la façon de l'AFP, comme un « groupe radical islamiste », un « mouvement palestinien », une « Résistance islamique » alors que la charte du Hamas par exemple, invite, dans son article 7, tous les musulmans à combattre et tuer les Juifs partout où ils se trouvent, sur ordre du prophète Mohamed ?

On se perd en conjectures sur ce qui peut déterminer un parti pris aussi systématique et répétitif. Un moralisme simplificateur ? Une finalité politique ? Un intérêt quelconque ? On soupçonne d'emblée le ressort psychologique sur lequel repose ce discours : « On ne peut laisser faire ça ! », largement mis à contribution lors de la guerre du Kosovo. Cette manœuvre, très bien identifiée par un journaliste américain comme « l'Immaculée coercion », consiste à présenter les faits de telle façon que l'on réponde « oui » à une demande formulée « au nom de la morale ». L'information n'est plus alors en jeu mais le jugement partisan et la mobilisation militante.

Le résultat est clair : l'image d'Israël est aujourd'hui recouverte d'opprobre. Ce message négatif s'est diffusé dans tout le circuit de l'information et a irrigué l'opinion publique au point qu'il fait figure de la réalité face à laquelle elle se détermine. Tout ce qui peut se produire de nouveau se voit interprété en fonction d'une définition fautive de la réalité, illustrant à merveille le cercle fermé de la prophétie auto-réalisatrice¹.

Nous touchons ici à une dimension capitale de ce dévoiement de la communication démocratique, car l'enjeu ne concerne pas uniquement la déontologie des journalistes mais également l'orientation de leur audience : l'opinion publique qui accède aux faits par l'intermédiaire de leurs récits infidèles. Une fois qu'une nouvelle est communiquée à une multitude, elle laisse une trace ineffaçable dans l'imaginaire collectif. Tous les démentis et rectifications ultérieurs ne la modifieront en rien. Surtout lorsqu'il s'agit d'un discours dichotomique qui oppose des essences absolues : le coupable monstrueux, d'un côté, et l'innocent martyrisé, de l'autre. Ce manichéisme qui obéit à la logique la plus primaire qui soit, la logique binaire, est le plus apte à séduire l'opinion publique parce qu'il lui fournit une pensée classificatoire simpliste comme clef de la compréhension. L'inconvénient, c'est qu'il fait appel à des pulsions émotives génératrices de compassion pour la « victime » et d'exécration pour le « monstre ». Le petit « lexique » que nous publions montre de quelle façon on construit le stéréotype tyrannique et monstrueux du premier ministre israélien, le seul, pourtant, à être élu démocratiquement dans un univers politique qui va du Maroc à l'Inde, à la tête d'un gouvernement d'union nationale dans lequel il gouverne avec ses opposants politiques, jouissant du soutien d'une immense majorité des électeurs israéliens. La diabolisation d'Ariel Sharon qui est le pendant de l'angélisation de Yasser Arafat (comme le montre notre étude sur l'Associated Press) met en place l'axe idéologique qui structure la plupart du temps le récit journalistique et oriente la vision de l'opinion publique qui assimile couramment Sharon à Milosevic. On constate le caractère mûrement programmé de cette stratégie à la lumière du procès fait à Ariel Sharon à Bruxelles au moment même où se déroule le procès de Milosevic à La Haye. Un critère d'appréciation nous est donné : pas de procès en vue de Yasser Arafat qui a sur la conscience d'innombrables attentats sanglants, l'invention même du terrorisme médiatique, dès avant la guerre des six jours.

« En-groupes » et « hors-groupes »

Cette dichotomie idéologique opposant les « bons » et les « méchants » et faisant appel à l'émotion et à l'horreur devant l'inhumain a de bien plus graves conséquences : elle contribue à créer une dichotomie dans l'opinion, opposant ce que, dans le jargon sociologique, on définit comme les « en groupes » et les « hors-groupes », un partage généré par la prophétie auto-réalisatrice². L'exécration d'un des deux protagonistes, fondée sur la définition partielle de la situation, contribue à créer un « hors groupe » qui rassemble tous ceux qui diffèrent de « nous » qui sommes les champions de la morale et de l'humanité, et que le sociologue désigne comme l'« en-groupe ». « Les vertus de l'en groupe deviennent les vices de

l'hors groupe » (Donald Young). Ce qui est source d'appréciation pour les uns devient critère d'exécration pour les autres. « La condamnation systématique de l'hors groupe joue presque indépendamment de ce qu'il fait »³. Nous sommes ici alors dans le domaine des préjugés. La prophétie créatrice a créé un cadre totalement erroné de la situation qui ne fait que confirmer les membres de l'en groupe dans leurs préjugés et justifier l'exclusion de l'hors groupe.

Il est clair que la situation créée par le biais idéologique des agences de presse et des médias a assigné par la force des choses les Juifs français à la condition de l'hors groupe. S'ils ne s'identifient pas à la version du « nous », ils se mettent automatiquement au ban de l'opinion dominante, bienséante et sûre d'elle-même et se voient ainsi voués à l'exécration qui touche Israël. Ils se voient alors éliminés du débat et leur opinion radicalement délégitimée. On ne les entend même plus ou, quand la clameur de leur protestation parvient aux oreilles de l'en groupe, elle passe pour forcément pathologique ou, dans le meilleur des cas, frappée de cécité du fait d'un lien « congénital », « tribal », « ethnique » avec les figures symboliques d'Israël. Jamais moral ni intellectuel ou politique. Plus ils font entendre leur critique, plus ils s'enferment dans l'hors groupe exécré. Cette situation ne va pas sans conséquences pour l'hors groupe, dans lequel l'opinion juive a le sentiment de se retrouver seule mais qui pourrait bien être en réalité infiniment plus large car le « politiquement correct » commence à être très bien identifié en France et critiqué.

Trois postures

Trois postures en découlent pour l'opinion publique juive. Pour l'immense majorité, le scandale et l'égarement. Une partie de l'opinion peut développer, bien au contraire, une réaffirmation de soi gouvernée par le sentiment de l'orgueil blessé. Quand on est l'objet d'un dénigrement systématique, on peut réagir, dans un sursaut de dignité, comme en une « contre-offensive en face d'une dépréciation systématique »⁴, par une réaction d'« auto-glorification ». Cette réaction normale et naturelle face au biais anti-Israélien des médias, est le fait du noyau conscient le plus fort des Juifs de France. Mais le sociologue R.K. Merton envisage une troisième posture, très paradoxale, celle que la presse française a encensée et tout spécialement mise en valeur, avec quelques rarissimes publicistes juifs comme Théo Klein, Rony Brauman, Eyal Sivan, etc, tirant à boulets rouges sur la communauté juive, au nom de leur judéité.

Leur discours conforte en effet le jugement de l'en groupe dans sa condamnation de l'hors groupe et l'on comprend qu'il soit célébré par le premier car il est produit comme une authentification de l'exclusion de l'hors groupe, censé émaner de ses membres mêmes (ce qui explique les discours du type : « moi qui suis juif

et qui, donc, connaît les Juifs, je vous dis le plus grand mal de mes congénères...), acceptant et justifiant ainsi le discrédit qui le frappe. C'est ce comportement que Merton définit comme « vraiment bizarre ». « Au bout d'un certain temps et pour des raisons d'auto-défense, ces hors groupes en arrivent à se persuader que leurs vertus sont des vices. On assiste alors à la scène finale de la tragi-comédie des valeurs inverties »⁵. Le côté le plus significatif de ce syndrome, pour ce qui nous concerne, a été la condamnation par ces mêmes publicistes de l'excès de la mémoire de la Shoah dont seraient coupables les Juifs qui cacheraient ainsi leurs « turpitudes » israéliennes. Ainsi substituent-ils le pseudo génocide dont seraient victimes les Palestiniens au génocide dont les Juifs ont été réellement victimes. Les Juifs se sont vus ainsi blâmés pour se livrer à une « concurrence des victimes » sans que l'exploitation outrancière et tout à fait programmée des symboles de l'enfance et de la souffrance victimaire par les Palestiniens n'ait été l'objet de la moindre critique. Nul n'a trouvé étrange que l'on braque systématiquement le projecteur sur les repréailles israéliennes avant d'évoquer par la bande leurs causes, que l'on s'attarde sur les terroristes plus que sur les victimes. Le discours de la presse sur la première femme kamikaze fournit un exemple autant stupéfiant que significatif. « L'inversion des attitudes de l'en groupe dominant accule un hors groupe à nier qu'il compte des qualités ». « Le hors groupe se trouve poussé par un réflexe défensif à constater avec un soulagement paradoxal tous les défauts qui peuvent le caractériser »⁶. Dans notre cas, la mise en accusation du groupe juif vise pour ses critiques d'origine juive à se défendre personnellement en amplifiant les défauts de toute une collectivité jugée en bloc. Le rapport de forces est en effet pesant et met en danger statut social et carrière : certains se sentent poussés à « jeter du lest » *urbi et orbi* pour ne pas se retrouver « prisonniers » de l'hors groupe. Ainsi l'hors groupe, consécutif à la domination exclusive de l'en groupe, est-il stigmatisé pour la condition qu'il ne fait que subir du fait de l'en groupe. On l'accuse d'être responsable de ce dont on l'accable.

Le pseudo « repli communautaire »

Les Juifs se sont vus ainsi couramment accusés de communautarisme de « repli communautaire » à l'occasion de la révélation des agressions antisémites perpétrées depuis octobre 2000. Empressés de se voir distingués comme membres de l'en groupe, incarnation de la vérité, de l'humanité et de l'universalité, les auto-critiques juives ont ainsi accrédité l'idée que seule l'opinion des Juifs fait obstacle à la vérité, qu'elle est génératrice de massification (le repli communautaire) alors que seule l'exclusion mise en œuvre par l'en groupe massifie l'hors groupe. L'accent mis sur le « repli communautaire », confirme à ce propos la pertinence d'une analyse fondée sur les concepts d'en groupe et d'hors groupe. Ces deux postures,

adoptées par les ressortissants de l'hors groupe, ces « deux conduites apparemment opposées peuvent avoir les mêmes fonctions psychologiques et sociales. S'affirmer devient un moyen de faire face à l'accusation d'infériorité ou d'empiètement du groupe... Et avec une belle conviction de supériorité morale, l'en groupe contemple ces efforts désespérés des hors groupe avec un mélange de dérision et de mépris »⁷. Ce que l'on observe abondamment aujourd'hui dans l'opinion publique dominante, contemplant le spectacle pitoyable d'une guerre des Juifs pichrocoline.

Une grave responsabilité politique

Le beau rôle de l'en groupe n'efface cependant pas sa responsabilité politique. « Quand on a compris le rôle prédominant de l'en groupe dans la définition de la situation, le paradoxe du comportement inconséquent du hors groupe... s'évanouit. Le comportement des... groupes minoritaires est une réaction aux allégories du groupe majoritaire »⁸. On conviendra que l'on est à ce point très loin de la question spécifique de l'information par les agences de presse, mais ses conséquences psychologiques, sociales et politiques prennent un poids particulier quand l'information perd l'objectivité impartiale qu'on attend d'elle. Cette responsabilité devrait faire partie du souci déontologique du journaliste. La condition *sine qua non* pour répondre à ses exigences autant professionnelles que politiques serait de renoncer à la tentation de l'auto-persuasion qui fait toute la prophétie auto-réalisatrice. Merton rappelle le théorème sociologique de Thomas : « quand les hommes considèrent certaines situations comme réelles, elles sont réelles dans leurs conséquences »⁹. « La prédiction créatrice débute par une définition fautive de la situation, provoquant un comportement nouveau qui rend vraie la conception fautive à l'origine »¹⁰. Pour que le cercle vicieux soit brisé, « il faut remettre en question le postulat originel et partir d'une nouvelle définition de la situation. Alors seulement les événements prouveront que le postulat est erroné et la croyance n'engendrera plus la réalité ». C'est face à la réalité des faits que la diversité des opinions se forgera.

Pour les Juifs de France, il n'y a là aucune rhétorique spécieuse mais des conditions sécuritaires vitales. Les choix idéologiques adoptés par le récit journalistique dominant, parce qu'ils sollicitent des sentiments forts comme l'humanité, la compassion, le scandale devant l'injustice, ont un impact direct sur les passions franco-françaises. Le récit s'adresse en effet à l'opinion publique en cherchant à la concerner directement par ce qui se passe au Moyen Orient comme si elle en était partie prenante. Que va devenir l'immense exécution d'Israël, couramment qualifiée d'Etat pratiquant l'apartheid (jusque dans un titre du *Monde*), raciste, non démocratique, génocidaire ? Elle entretient un climat d'animosité ambiante envers la communauté juive. On ne peut s'empêcher de rapprocher objectivement ce discours des agressions antisémites récentes. Il est fort possible qu'il ait encouragé le passage à l'acte de milieux arabo-musulmans. Le *black out* ou la dénégation de certains organes de presse s'éclairerait alors d'un jour nouveau. Le besoin de cohérence propre à la prophétie auto-réalisatrice les conduirait à dénier la réalité de certains faits gênants pour sa continuité parce qu'ils contrediraient sa définition fautive originelle et à stigmatiser ceux qui en sont les témoins avec l'assurance habituelle de l'en groupe, allant même jusqu'à mettre en doute leur sincérité. La réalité devient l'objet d'un soupçon au nom de sa représentation erronée ! La boucle est bouclée. Nous ne sommes plus alors en présence d'un récit informatif mais d'un discours idéologique aux graves conséquences politiques pour le salut public.

1. Nous traduisons ainsi l'expression anglaise de « self-fulfilling prophecy » que l'on traduit également par « prophétie créatrice »
 2. Cf les travaux de R.K. Merton sur la « prophétie créatrice » qui prend pour illustration le rapport de la majorité blanche et chrétienne des Etats Unis aux Noirs et aux Juifs (cf *Eléments de théorie et de méthode sociologique*. Armand Colin 1997)
 3. Merton, *op. cit.*, 149
 4. *idem* p 154
 5. *ibidem*
 6. *ibid.* p. 156
 7. *ibid.* p. 158
 8. *ibidem*
 9. *idem* p 141
 10. *id.* p 143

CONDITIONS D'ABONNEMENT

22 € pour quatre bulletins par an

Nom, prénom :

adresse :

email (facultatif) :

(chèques à l'ordre de l'*Observatoire du monde juif*, précisez à partir de quel numéro)

PETIT LEXIQUE DU PRÊT À PENSER

GERARD RABINOVITCH, CHERCHEUR

Boucher

Cela avait été réamorcé, il y a un moment. C'était dans *National-Hebdo*. Anne Sinclair y fut traitée de «charcutière cachère». La perfidie, dénoncée à l'époque par les médias au standard anti-FN, n'avait pas eu de prise.

C'est réapparu avec la «seconde Intifada». Le cliché réaménagé par le caricaturiste Wilhem dans *Libération*. La poisseuse haine pseudo-virile du féminin de la première version, retournée en stigmatisation «morale» de la force armée.

Devant la vitrine d'une boucherie, des palestiniens en carcasses pendues à des crochets, un Sharon ventripotent exhibait un tablier plein de sang. Et pour bien être clair, un Arafat lui reprochait que cette viande n'était même pas «cachère». Une reprise à peine démarquée d'une caricature antisémite, parue dans la presse d'extrême droite d'avant-guerre. Le trait cette fois avait trouvé sa forme et son époque. Devenu *signal*, il pouvait se propager selon une logique dynamique réticulaire, et se dupliquer selon ce que Wladimir Yankélévitch appela la *Loi d'Avalanche*, jusqu'à faire standard en roue libre, et prêt à penser à disposition.

En Décembre 2001, dans *Libération*, l'invitée du «journal de la semaine», rubrique de fin de semaine, écrit : «Sharon est un boucher. Élu démocratiquement, mais toujours un boucher».

Dans l'hebdomadaire *Marianne* (semaine du 4 au 10 février 2001), le journaliste Nicolas Domenach nous ramène de l'Assemblée nationale quelques propos tenus par des élus de la nation sur Sharon. Maxime Gremetz, député communiste, tendance stalinienne, : «Le Boucher de Sabra et Chatila (doit répondre) de ses crimes». Roselyne Bachelot, députée RPR, présidente des amitiés France - Irak, : «Il est le Boucher de la Paix», à «traîner devant un tribunal international».

«Boucher», nous enseigne le *Dictionnaire historique de la langue française*, prend le sens figuré de «bourreau» vers 1270, celui d'«homme cruel et sanguinaire» vers 1616, enfin celui, complémentaire, de «chirurgien maladroit» chez Jean de la Fontaine, en 1668.

«Le boucher Sharon», ça vous a une évocation de Gilles de Rais, une connotation de *Serial Killer*, un relent d'accusation de «crime rituel», un cliché d'image d'enfants dans le saloir... À moins qu'il

ne s'agisse de fantasma fasciné en forme de projection gourmande, si on suit l'argument de la romancière Alina Reyes dans son roman *Le Boucher!*

Et, tandis qu'apparaissent dans certains couloirs du métro parisien, et sur le site du Forum internet de Marc-Édouard Nabe, postulant à la succession de l'histriion médiatique «trash» Jean -Edern Hallier, ce nouveau calembour opportuniste brun-rouge de «Busherie casher» – petite ramille aux implicites promis peut-être à un grand avenir –, dans la nuit du 6 février 2002, «des délinquants ont inscrit des slogans antisémites sur la vitrine d'une boucherie cachère à Bayonne, dans le quartier du St Esprit» (la presse). ■



Manifestation place de la République le 7 octobre 2000.
Photo : François Guillot/AFP

Israël = Nazi

Dans la façon venimeuse, insistante, répétitive, avec laquelle certains s'obstinent – par voies de mots d'ordre et de caliquots dans les manifestations, de graffitis sur les murs, ou de tracts dans les boîtes aux lettres – à durcir leur admissible contestation de la politique des gouvernements d'Israël, en établissant – contre toute vraisemblance, contre tout bon sens –, une équation ISRAËL = NAZI, déclinée en slogans, en symboles, ou en caricatures.

Dans la façon dont d'autres, et parfois les mêmes, traquent dans les recoins les plus incertains, sous tous les angles possibles, les indices introuvables d'une quelconque forme de compromission juive ancienne, collaboratrice à la période du nazisme, ou - à défaut - de similitude contemporaine dans les politiques israéliennes, ne serait-on pas fondé à entendre, au delà de l'enflure des rhétoriques d'estrade et des exultations d'invectives, l'expression d'un implicite *insupportable*?

Un étrange *insupportable* probablement *insu* ou *inavouable* pour ces calomnieurs

obstinés. Celui que les Juifs constituent - et pour cause d'en avoir été les victimes sans aucune échappatoire - la seule population de la sphère occidentale à ne pas compter parmi les siens de quelconques volontaires au système criminel inexpiable du nazisme.

Insupportable à proportion peut-être de l'exploration par les historiens des archives de la période nazie, qui accumulent les preuves de l'immensité du maillage des collaborations et des compromissions, des bénéfices et des usufruits, que l'Europe entière (jusqu'à l'Amérique) récolta au cœur du crime nazi.

Car même l'administration des *Judenrat* chère aux Eyal Sivan et Roni Braumann, même la politique de l'U.G.I.F., même les tentatives attribuées au groupe Stern de rencontrer des officiers nazis, si elles témoignent indéniablement d'une aliénation, ne peuvent faire pour autant fonction de complicité, aussi radicalement qu'on voudrait les vilipender.

Par contre s'il y a bien eu une brigade juive dans l'armée britannique, des combattants juifs dans toutes les résistances

européennes, et des groupes autonomes de partisans juifs, il n'y avait bien évidemment aucune éventualité pour une «L.V.F.», une «division Charlemagne», «Flandre», «Nordland», une «brigade Wallonia», une «République de Salo», et un corps de police auxiliaire de volontaires *Hilfswillige*, qui fussent juifs.

En 1937, l'écrivain juif Joseph Roth, l'auteur de *La marche de Radetzky*, rédigea un commentaire sur l'émigration allemande consécutive à l'arrivée des nazis au pouvoir en 1933¹.

Une émigration que, pour «parler net» comme Joseph Roth y insistait lui-même, il n'était pas loisible – et lui disait «il serait dangereux» – «de comparer à d'autres émigrations passées et contemporaines».

En point fort de ce texte passé inaperçu et resté conservé au Léo Baeck Institute de New York, Joseph Roth fit une observation qui devrait particulièrement nous intéresser aujourd'hui.

Elle avance que (rappelons que le texte date de 1937) : du fait des lois raciales promulguées par les nazis – et là Joseph Roth recourt de son propre aveu à un paradoxe, voire souligne-t-il à un sacrilège – «on pourrait dire que Dieu a préservé les Juifs d'un péché». Celui de risquer de succomber pour certains à la tentation de devenir de bons S.A. ou S.S. «Il leur a donné, grâce à ce malheur, un bonheur»...

Poursuivant, il ajoute plus loin que le Juif expulsé de la société allemande a, par l'«effet de la grâce divine été empêché de devenir un assassin».

Se pourrait-il que l'écrivain ait attrapé par cette remarque une *interprétation en attente*, dont la pleine lisibilité ne se donnerait qu'aujourd'hui ?

Les Juifs seraient-ils donc devenus aussi comptables de cette réalité ? Serait-ce là un des sédiments d'une nouvelle haine contre les Juifs ? Ou, comme le dit Georges-Arthur Goldschmidt, dans un texte magnifique intitulé «Comment s'en débarrasser ?»² : «Voici les Juifs coupables, donc, de ce qu'on ne puisse plus les haïr sans frais et sans remords !». Serait-ce là une illustration de plus de cette expérience séculaire apparemment intangible, consignée par un vieux dicton yiddish : «Quand un Juif reçoit une gifle, il se fait en plus un ennemi ! » ?

Puisqu'on ne saurait nier Auschwitz malgré les tentatives variées ; puisqu'il est devenu difficile de «haïr les Juifs sans se voir administrer le nom d'Auschwitz» ainsi que le pointe encore Georges Arthur Goldschmidt ; la ruse rôdeuse de la haine déliée, qui cherche son vieil objet familier pour se fixer, consisterait-elle à scruter tout moyen propice au forçage des faits et des traits de l'hébraïsme politique, pour tirer les Juifs, eux aussi, vers le crime nazi ? Et par ce biais, délivrer de ses ultimes obstacles la vieille haine, sémantiquement réaménagée sous le bouclier des «droits de l'homme» trivialisés.

Chacun aura en tout cas à l'esprit quelques exemples qui trouveraient là un sens possible. Depuis les supposés «bénéfices (politiques et bancaires) de la Shoa», jusqu'aux dérapages récentes du *Nouvel Obs*, en passant par le prétexte scénaristique de l'histoire cinématographique d'un paumé nommé Danny Balint. Depuis les colonnes des médias largement ouvertes aux préposés contempteurs de l'inexistante «religion de la Shoah», jusqu'aux rhétoriques antisionistes des mouvements nationalistes ou islamistes arabes, se revendiquant fréquemment d'Hitler et

cherchant le soutien de groupes néonazis (voir la presse arabe et égyptienne), et – simultanément – accusant les sionistes de nazis ?

Comme le disait avec la même constance, à la radio en octobre 2000, Catherine Nay : «la mort du petit Mohamed efface symboliquement l'enfant du ghetto de Varsovie».

A *minima*, un phénomène de *double pensée*, assez semblable à celui qu'observait l'écrivain Georges Orwell dans *1984*, semble se construire dans la lamentable confusion des pensées «progressistes». Orwell le décrivait, en son temps, comme «le pouvoir de garder à l'esprit simultanément deux croyances contradictoires et de les accepter toutes les deux». En l'occurrence, les Juifs, via le sionisme politique, pourraient à leur tour être tirés dans le cul-de-basse-fosse du «péché» commun; mais en même temps, comme victimes éponymes de la Shoa, continuer de servir d'étalon de mesure de toutes les peines du monde en souffrance. Étalon auquel elles sont rapportées pour faire valoir reconnaissance de leur déréliction (cf. les Palestiniens, les homosexuels, etc, *sine fine*). «Qui a deux maisons perd la raison...» dit le proverbe. Mais la haine s'intimide-t-elle de la Raison ? S'effare-t-elle du risque de sa perte ? Car *a maxima* il s'agit bien de la levée de l'aporie d'après la Shoa. De son dépassement. Il ne reste plus qu'à déclarer que les Juifs entêtés à redevenir sujets de leur Histoire n'appartiennent pas à l'Humanité. Ce qui est déjà dit. Obscure époque ! ■

1. Joseph Roth, «Émigration», édité dans *Automne à Berlin*, Collection «Voyager avec...», La quinzaine littéraire, 2000.

2. Georges Arthur Goldschmidt, «Comment s'en débarrasser», *Le Coq Héron* n°92.

Sommaire

Déontologie journalistique et choix idéologiques face à Israël?

Shmuel Triganopage 1

L'Agence France Presse : le récit contre les faits

Clément Weill Raynalpage 2

Ré-écriture par omission

Denis Elkoubipage 11

Un Arafat politiquement correct

Jeff Helmreichpage 13

Le récit journalistique et la « prophétie auto-réalisatrice »

Shmuel Triganopage 19

Petit lexique du prêt à penser

Gerard Rabinovitchpage 23

Observatoire du monde juif

78 avenue des champs Elysées, 75008 Paris

Association «loi de 1901» éditant le bulletin de l'observatoire du monde juif

Président : Shmuel Trigano

Comité éditorial : Alexandre Adler, Joelle Allouche Benayoun, Daniel Dayan, Richard Darmon, Frédéric Encel, Nelly Hansson, Raphaël Israeli, Marc Knobel, Laurence Podselver, Gérard Rabinovitch, Jacques Tarnero, Shmuel Trigano

Relations publiques : Renée Arki Benhamou

Secrétaire de rédaction, maquette : Bertrand Laidain

email : obs.monde.juif@free.fr

web : http://obs.monde.juif.free.fr

IMPRESSION : IMB - BAYEUX

Dépôt légal à parution